

Frage 22.7863 Humbel Nationaler polizeilicher Datenaustausch: Wann ist es soweit?

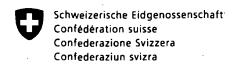
Am 15.8.2018 hat der Bundesrat die Motion 18.3592, Nationaler polizeilicher Datenaustausch, entgegengenommen und auf eine Vorstudie verwiesen, welche mit den Kanonen erarbeitet werde. Seither sind über 4 Jahre vergangen und es zeigt sich bei der Bekämpfung der Kriminalität immer deutlicher, dass die Schweizer Polizei ungenügend vernetzt ist. Meine Fragen:

Wird im Bundesrecht eine Rechtsgrundlage geschaffen? Braucht es eine Anpassung der Bundesverfassung? Wie sieht der Umsetzungszeitplan aus?

Antwort

Die Arbeiten zur Umsetzung der Motion Eichenberger laufen seit Ende 2019. Im November 2021 hat die Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und - direktoren (KKJPD) dem Programmauftrag «Polizei Abfrageplattform», kurz POLAP, einstimmig zugestimmt. Das Programm wird durch die gemeinsame Organisation von Bund und Kantonen für Polizeitechnik und Informatik (PTI) umgesetzt. Im Programm POLAP wird die Polizei-Abfrageplattform (Funktionalitäten und Infrastruktur) aufgebaut, und es werden die diversen kantonalen Systeme damit vernetzt.

Der Aufbau von POLAP erfordert teilweise die Schaffung oder Anpassung von Rechtsgrundlagen in den Kantonen. Dafür wird ein unmittelbar rechtsetzendes Konkordat ausgearbeitet. Dieses soll voraussichtlich im Herbst 2023 oder im Frühjahr 2024 zur Ratifikation freigegeben werden. Die genauen Zeitverhältnisse sind für den Bund schwer prognostizierbar, da die Beschlussfassung bei den Kantonen liegt. Parallel zur kantonalen Rechtssetzung wird im Bundesgesetz über die polizeilichen Informationssysteme des Bundes (BPI) der Betrieb von POLAP geregelt. Die Arbeiten für diese Gesetzesanpassung sind ebenfalls am Laufen und werden zeitlich auf jene der Kantone abgestimmt. Eine Anpassung der Bundesverfassung ist nicht erforderlich.



Question 22.7866 Klopfenstein Broggini

Renvoi de requérant-e-s en Croatie: le SEM entend-il fermer les yeux encore longtemps?

Le 13 septembre dernier, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) alertait les autorités compétentes à travers la publication d'un nouveau rapport accablant sur les violences policières commises en Croatie. Le SEM entend-il continuer à fermer les yeux et à renvoyer automatiquement en Croatie les personnes recherchant une protection et dont les empreintes et l'enregistrement ont été obtenus de force et dans des conditions violentes ?

Question 22, 7869 Prezioso

Accords Dublin: renvoi vers la Croatie et santé psychique et physique (1) Beaucoup de personnes souffrent de lourds traumatismes liés aux violences subies dans le pays d'origine, sur les routes de l'exil et en Croatie. Elles sont menacées de renvoi vers la Croatie (dont des familles, des femmes avec/sans enfants). Quelles garanties le SEM a-t-il reçu de la part de la Croatie pour le droit à un traitement psychiatrique et à la réparation en vertu de la Convention contre la torture? Ces garantie sont-elles individuelles en regard de la particularité des situations?

Question 22.7870 Prezioso

Accords Dublin: renvoi vers la Croatie et santé psychique et physique (2) En raison de nombreux transferts entre centres fédéraux et cantonaux d'asile, des personnes n'ont pas pu se rendre aux rendez-vous médicaux qui avaient été fixés. Certaines d'entre elles racontent mérne ne plus avoir reçu leurs médicaments après avoir changé de canton. Quelles mesures le SEM entend-il prendre pour éviter cela à l'avenir?

Question 22.7898 Matter Michel

Accords de Dublin - Croatie : santé physique et psychique

Les collectifs "Droit de rester" ont récolté de nombreux témoignages de personnes ayant reçu une demande négative à leur demande d'asile en vertu des Accords de Dublin. La plupart ont fait des recours, qui ont également reçu une réponse négative. Or, beaucoup de ces personnes n'ont pas pu avoir de rendez-vous médical approfondi pour documenter leur état de santé avant leur audition d'asile. Comment le SEM justifie-t-il cette pratique ?

Question 22.7943 Mahaim

Quel accompagnement pour les requérants victimes de mauvais traitements notamment en Croatie?

Plusieurs témoignages font état lors des auditions d'asile de mauvais traitements en Croatie, qui pourraient s'apparenter à de la torture. Or, ces personnes n'ont souvent pas accès à des thérapeutes pour ces traumatismes, notamment à cause de la rapidité des procédures Dublin. Il existe en Suisse des centres spécialisés dans



l'accompagnement des personnes victimes de torture. Un partenariat pourrait-il être envisagé avec ces centres?

Réponse

En Suisse, l'accès aux soins médicaux de base est garanti pour les requérants d'asile. L'accès aux services de santé mentale pour les personnes hébergées dans les centres fédéraux d'asile est sous la responsabilité du SEM et des cantons. Lors du transfert d'un requérant d'un centre fédéral à un canton, les données de santé sont transmises par les services mandatés par le SEM de la prise en charge des soins (Medic-Help) aux services compétents désignés par le canton. De là, elles sont transmises aux centres d'hébergement attribués aux requérants. Les données de santé servent de base pour déterminer quel traitement est indiqué. En outre, les requérants d'asile reçoivent leurs données de santé dans une enveloppe lors de leur transfert. Ils peuvent ainsi se présenter à tout moment avec leurs données de santé au service d'assistance de leur nouveau lieu de séjour.

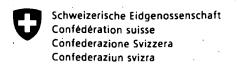
Concernant la santé mentale : étant donné la rapidité de la procédure Dublin, la limitation des ressources en matière de services de santé mentale et la nécessité de développer une relation thérapeutique stable pour prendre en charge ce type de besoins, seules les situations les plus aigues, comme un risque de violence contre soi ou contre d'autres, sont prises en charge. Lorsque des personnes se disant victimes de torture nécessitent une prise en charge médicale de longue durée, par exemple dans un centre spécialisé dans l'accompagnement des victimes de torture, un tel traitement ne peut pas être assuré dans les délais de la procédure Dublin.

Les personnes qui sont transférées de la Suisse vers la Croatie dans le cadre d'une procédure Dublin sont toutes acheminées légalement et exclusivement à Zagreb. Ces personnes ont accès en Croatie à une procédure d'asile et de renvoi conforme à l'État de droit, indépendamment du fait que la personne ait déjà ou non déposé une demande d'asile en Croatie. Dans le cadre du système Dublin, les autorités croates sont responsables de l'encadrement des requérants d'asile et sont tenues d'assurer non seulement l'accès à la procédure d'asile et aux structures d'accueil, mais aussi aux soins médicaux.

Tant le SEM que le Tribunal administratif fédéral partent du principe que le système d'asile croate ne présente pas de faiblesses systémiques. Cette appréciation s'appuie



sur différentes sources, y compris des clarifications auprès d'organisations gouvernementales et non gouvernementales. En outre, lorsqu'un Etat membre de Dublin se déclare responsable de l'examen d'une demande, le cas individuel est toujours examiné avec précision par les autorités suisses avant le transfert. Au surplus, le SEM n'a pas connaissance d'une suspension générale des transferts vers la Croatie par un autre Etat partie à Dublin. Pour ces raisons, il n'est pas indiqué d'obtenir des garanties auprès des autorités croates en vue d'un transfert Dublin.



Question 22.7872 Prezioso Pratiques constestables en matière de visa

Alors qu'auparavant, une personne suisse ou résidant en Suisse pouvait inviter facilement une personne proche afin qu'elle obtienne un visa, il semble que maintenant les exigences soient plus élevées. La personne hôte doit non seulement garantir l'entretien de la personne invitée, mais aussi produire un extrait de comptes en banque afin de prouver qu'elle est solvable.

Le Conseil fédéral peut-il confirmer cette pratique ? Et comment la justifie-t-il ?

Question 22.7908 Fehlmann Rielle Pratiques constestables en matière de visa

Alors qu'auparavant, une personne suisse ou résidante en Suisse pouvait inviter facilement une personne proche afin qu'elle obtienne un visa, il semble que maintenant les exigences soient plus élevées, notamment en termes de moyens financiers de la personne-hôte.

De plus, la Confédération a délégué depuis quelques années la gestion des demandes de visa à une entreprise qui doit être privée.

Cette tâche ne devrait-elle pas incomber à un service de la Confédération ?

Réponse

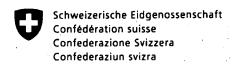
L'examen de la demande de visa se fait conformément aux dispositions de l'acquis de Schengen. Afin de suivre une pratique harmonisée entre les États Schengen lors de la délivrance des visas, les États membres déterminent, dans le cadre de la coopération locale Schengen, la liste des justificatifs à fournir lors du dépôt de la demande de visa.

En vue de l'octroi d'un visa, les autorités compétentes sont tenues de vérifier notamment si le demandeur est en mesure de couvrir les frais de son séjour en Suisse avec ses propres moyens financiers. Si ce n'est pas le cas, la représentation compétente peut prier le demandeur de fournir une déclaration de prise en charge correspondante signée par une personne physique ou morale solvable qui a son domicile ou son siège en Suisse. L'examen de la solvabilité du garant relève de la compétence des cantons. Les dispositions légales sur la déclaration de prise en



charge (art. 14 ss. de l'Ordonnance sur l'entrée et l'octroi de visas) demeurent applicables et n'ont pas été modifiées récemment.

D'entente avec le SEM, le DFAE peut habiliter des tiers à accomplir des tâches administratives dans le cadre de la procédure en matière de visas, comme la prise de rendez-vous en vue de l'octroi d'un visa, la réception de documents ou la saisie de données biométriques dans le cadre du système central d'information sur les visas. Le DFAE et le SEM veillent à ce que les dispositions sur la protection et la sécurité des données soient respectées par les tiers mandatés (art. 98b de Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration). Le pouvoir de rendre des décisions en matière d'octroi de visas revient toutefois à la représentation diplomatique ou consulaire. En d'autres termes, les tâches souveraines ne sont donc pas externalisées.



Frage 22.7878 Aeschi Thomas «Strichli-Liste» von alt Nationalrat Toni Brunner, SVP-Parteipräsident 2008-2016. Anfrage Nummer 21 im vierten Quartal 2022

- Wann tritt die «pfefferscharfe» Umsetzung d. Ausschaffungs-Initiative in Kraft (09.060 / 20.025)?

- Wie viele der 2017-21 ausgespr. Landesverweise wurden effektiv vollzogen (2017: 17.5098, 17.5305, 17.5431, 17.5563;

2018: 18.5082, 18.5280, 18.5554, 18.1082;

2019: 19.5122, 19.5303, 19.5471, 19.5563;

2020: 20.5070;

2021: 21.7203, 21.7395, 21.7806, 21.8042;

2022: 22.7160, 22.7364, 22.7724)?

- Sind es jährl. mind. 4'000 Ausschaffungen, wie von den Durchsetzungsinitiative-Gegnern (13.091) behauptet?

Antwort

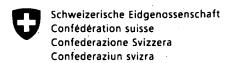
Wie der Bundesrat in seinen Antworten zur oben erwähnten Thematik bereits mehrfach dargelegt hat, gibt es auf Bundesebene derzeit noch keine statistischen Auswertungen zu den vollzogenen Landesverweisungen.

Im Rahmen der Umsetzung der Motion Müri 13.3455 «Vollzugsstatistik über die Ausschaffung von kriminellen Ausländern» ist eine umfassende Statistik mit den ausländerrechtlichen Entfernungs- und Fernhaltemassnahmen gegenüber straffälligen Ausländern und mit den strafrechtlichen Landesverweisungen vorgesehen. Dazu gehört auch der Vollzug dieser Massnahmen. Diese Statistik soll gestützt auf die im Zentralen Migrationsinformationssystem (ZEMIS) gespeicherten Daten erstellt werden. Die dazu notwendigen Gesetzesbestimmungen sind in der Vorlage 20.025 «Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands. Schengener Informationssystem (SIS)» enthalten, die am 18. Dezember 2020 vom Parlament angenommen wurde.

Der Bundesrat hat am 19. Oktober 2022 die Inkraftsetzung dieser Gesetzesänderungen auf den 22. November 2022 beschlossen. An diesem Datum hätte die Inbetriebnahme des erneuerten SIS erfolgen sollen. Die EU hat jedoch nach dem Beschluss des Bundesrats die Inbetriebnahme des neuen SIS ein weiteres Mal verschoben. Das neue Datum ist noch nicht bekannt, wahrscheinlich wird die Inbetriebnahme im ersten Quartal 2023 erfolgen.



Von dieser Verspätung ist auch die Umsetzung der erwähnten Motion Müri 13.3455 betroffen. Eine Auswertung der Statistik zum Vollzug von Wegweisungen und Landesverweisungen wird erst ein Jahr nach der definitiven Inbetriebnahme des SIS möglich sein.



Frage 22.7889 Steinemann Welche Länder kennen (theoretisch) Geldstrafen für Vergewaltigung und andere Sexualdelikte?

Deutschland hat offenbar die Geldstrafen für Sexualdelikte abgeschafft, die Schweiz will sie explizit beibehalten. Zumindest theoretisch sind sogar für Vergewaltiger Geldstrafen möglich.

Welche europäischen Länder kennen noch Geldstrafen für Sexualdelikte? Welche europäischen Länder kennen noch (theoretisch) Geldstrafen für den Tatbestand der Vergewaltigung?

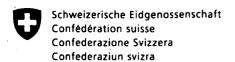
Antwort

Die der Frage zugrundeliegende Annahme – Deutschland habe die Geldstrafen für Sexualdelikte abgeschafft – ist falsch. So sehen einzelne Tatbestände weiterhin ausdrücklich die Möglichkeit von Geldstrafen vor. Zudem weist § 47 Absatz 2 Satz 1 des deutschen Strafgesetzbuchs (StGB) «Kurze Freiheitsstrafe nur in Ausnahmefällen» keinen Ausschluss von Sexualdelikten auf.

Strafrahmen in den jeweiligen Tatbeständen sagen wenig über das ganze Strafrechtssystem eines Landes aus. Es muss immer auch der Allgemeine Teil des jeweiligen Strafgesetzbuches beachtet werden, also beispielsweise § 47 des deutschen StGB.

Gemäss dem in der Schweiz geltenden Artikel 190 Absatz 1 StGB gilt bei der Vergewaltigung eine Mindeststrafe von einem Jahr Freiheitsstrafe, was eine Geldstrafe grundsätzlich ausschliesst. Nach schweizerischem Allgemeinem Teil des StGB kann nur beim Vorliegen von Strafmilderungsgründen eine mildere Strafe ausgesprochen werden. Bei anderen Sexualdelikten ist eine Geldstrafe, meistens alternativ zur Freiheitsstrafe, möglich.

Ein Rechtsvergleich mit allen europäischen Ländern würde den Rahmen der Fragestunde sprengen.

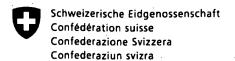


Frage 22.7892 Roth Franziska Umgang mit humanitärem Visum seit der Machtergreifung der Taliban im August 2021.

Personen mit einem Bezug zur Schweiz, die konkret, unmittelbar und ernsthaft gefährdet sind, können bei einer schweizerischen Auslandvertretung ein humanitäres Visum beantragen. Viele Personen, die für intern. Organisationen oder frühere Regierung tätig waren, haben bei der Schweizerischen Botschaft Islamabad ein humanitäres Visum beantragt. Beim SEM sind seit über einem Jahr hunderte Verfahren hängig, da die Botschaft die Gesuche grundsätzlich abgelehnt hat. Wieso werden diese nicht behandelt?

Antwort

Ein Gesuch um ein humanitäres Visum kann auf einer Schweizer Auslandvertretung eingereicht werden. Gegen ein von der Schweizer Vertretung verweigertes Visum steht die Möglichkeit der Einsprache beim SEM offen. Gegen einen ablehnenden Einspracheentscheid des SEM kann beim Bundesverwaltungsgericht Beschwerde erhoben werden. Seit dem Machtwechsel in Afghanistan sind zahlreiche Gesuche um humanitäre Visa bei der Schweizer Vertretung in Islamabad eingegangen. Zwischen dem 15. August 2021 und dem 27. November 2022 hat sie 85 humanitäre Visa erteilt und 428 verweigert. In der gleichen Zeit hat das SEM über 300 Einspracheentscheide gefällt. Das SEM führt die Einspracheverfahren rasch durch und entscheidet mit der gebotenen Sorgfalt und unter Berücksichtigung der Umstände des Einzelfalls. Die Aussage, dass seit einem Jahr hunderte Verfahren beim SEM hängig seien, trifft nicht zu.



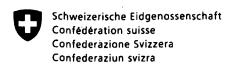
Question 22.7906 Fehlmann Rielle

Procédures Dublin : tenir compte des besoins des femmes victimes de violences sexuelles

Dans les procédures Dublin, les auditions sont très brèves. Elles ne peuvent pas constituer un environnement propice la détection des violences sexualisées. Les victimes ont besoin de temps et de bienveillance. Comment le SEM entend-il garantir une protection aux femmes victimes de violences sexuelles dans les procédures Dublin? Quelles mesures supplémentaires sont-elles prises au vu de l'augmentation du nombre de personnes hébergées dans les centres d'asile fédéraux et cantonaux?

Réponse

En ce qui concerne les personnes victimes de violences sexuelles, leurs allégations sont soigneusement examinées dans le cadre de la procédure Dublin. Les États Dublin sont disposés à offrir une protection dans ce domaine et en mesure de le faire. En outre, si la personne fait valoir en Suisse qu'elle a été victime de violences sexuelles dans un autre Etat Dublin ou dans un autre Etat tiers et que des circonstances aggravantes s'y ajoutent (p. ex. si un suivi psychiatrique est en cours), cela peut amener le SEM à conclure, après examen du cas individuel, qu'il faut renoncer à une procédure Dublin. Malgré l'augmentation du nombre de personnes hébergées dans les centres fédéraux d'asile, les requérants d'asile ont accès à une représentation juridique et à l'assistance médicale.



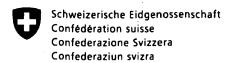
Frage 22.7921 Friedli Esther

Wurde in der Zusammenarbeit mit Österreich zur Bekämpfung der irregulären Migration an der Ostgrenze schon etwas erreicht?

Gemäss Antwort von Bundesrätin Karin Keller-Sutter vom 19.9.2022 auf die Frage 22.7666 ist das EJDP daran, mit Österreich zusätzliche Massnahmen zur Bekämpfung der irregulären Sekundärmigration zu besprechen. Was wurde seit diesem Datum zwischen der Schweiz und Österreich diesbezüglich erreicht? Welche Massnahmen wurden beschlossen? Wie ist der Stand der Verhandlungen im Bezug auf ein neues Rücknahmeabkommen mit Österreich?

Antwort

Ja, seit dem 19. September 2022 hat es weitere Entwicklungen bei der Zusammenarbeit mit Österreich gegeben. Um bei der Eindämmung der Sekundärmigration enger zusammenzuarbeiten, haben der österreichische Bundesinnenminister Gerhard Karner und Bundesrätin Karin Keller-Sutter am 28. September 2022 in Zürich einen gemeinsamen Aktionsplan verabschiedet. Dieser sieht eine engere Zusammenarbeit unter anderem im grenzpolizeilichen Bereich sowie gemeinsame migrationspolitische Initiativen auf europäischer Ebene vor. In diesem Zusammenhang steht auch die Visumspolitik einzelner Westbalkanstaaten gegenüber Drittstaaten im Fokus. Dank gemeinsamen Interventionen konnten konkrete Anpassungen erwirkt werden. Ziel ist, dass die Visaregeln der Westbalkanstaaten möglichst weitgehend denjenigen der Schengen-Staaten entsprechen. Nur so kann verhindert werden, dass eine zu liberale Visumspolitik zu einem Treiber der irregulären Migration auf der Balkanroute wird. Die Anpassung des Rückübernahmeabkommens zwischen Österreich, dem Fürstentum Liechtenstein und der Schweiz ist nach wie vor ein offenes Anliegen der Schweiz. Vor dem Hintergrund der aktuellen Überlastung der österreichischen Migrationsstrukturen (bis Ende Oktober des laufenden Jahres rund 90'000 Asylgesuche) werden die Verhandlungen aber von österreichischer Seiten derzeit nicht als prioritär erachtet.



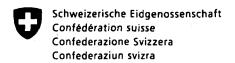
Question 22.7925 Hurni Situation inquiétante au sein des centres fédéraux d'asile

Eu égard à la saturation qui guette les centres fédéraux d'asile et des cas de prise en charge médicale défaillante dénoncés (1), quelles mesures le Conseil fédéral entendil mettre en place pour assurer un accueil qui ne soit plus seulement sécuritaire, mais également humanitaire ?

(1) [sn.], « Centres d'asile saturés: «Depuis notre arrivée, nous dormons dans le réfectoire», in Arcinfo, 18.11.2022

Réponse

Au vu de l'augmentation des demandes d'asile, et afin de pouvoir garantir suffisamment de places d'hébergement pour les personnes en quête de protection, le SEM doit recourir à des capacités d'hébergement mises à disposition, entre autres, par l'armée. Au cours des derniers mois, le nombre de places d'hébergement dans les structures fédérales a été augmenté de 5'000 à 9'000. Le SEM et l'armée examinent en étroite collaboration si des places supplémentaires peuvent être mises à disposition. L'accès aux soins de santé pour les personnes hébergées dans les centres fédéraux d'asile est assuré conjointement par le SEM et les cantons. Le SEM a autorisé le recrutement de personnel supplémentaire en matière d'encadrement et de soins, afin que le taux d'encadrement reste stable. Les prestataires de services externes ont pu pourvoir la plupart des postes nécessaires. Cependant, le recrutement d'infirmiers et d'éducateurs sociaux pose problème. Des recrutemement sont actuellement en cours. La priorité reste de fournir une place d'hébergement à chaque personne en quête de protection.



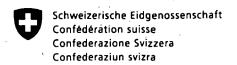
Frage 22.7929 Wettstein

Urteile zu Pauschalbesteuerung: Wie schliesst der Bundesrat Interessenskonflikte aus?

Kürzlich wurde ein Beschwerdeverfahren der EFK gegen den Bundesrat abgeschlossen. Beanstandet wurde das ausbleibende Gerichtsverfahren in Sachen Pauschalbesteuerung F. Paulsen (Kanton VD). Der Bundesrat wies die Beschwerde ab. Dabei stützte er sich massgeblich auf Argumente zweier Steuerrechtsexperten, bei denen aufgrund ihrer Mandate der Eindruck von Interessenskonflikten aufkommen muss. Wie stellt der Bundesrat sicher, dass er sich auf Ratgeber ohne Interessenskonflikte abstützt?

Antwort

Der Entscheid des Bundesrats vom 30. September 2022 (publiziert unter www.bj.admin.ch/bj/de/home/publiservice/publikationen/beschwerdeentscheide) betraf die Frage, ob die Eidgenössische Steuerverwaltung in Sachen Pauschalbesteuerung eine Behördenbeschwerde hätte ergreifen müssen. Die Eidgenössische Finanzkontrolle hatte dies verlangt, damit die Gerichte prüfen können, ob die Steuerbehörden das Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer (Art. 14 Abs. 1 DBG) im Einzelfall korrekt anwenden. Der Bundesrat lehnte die Beschwerde der Finanzkontrolle ab. Dabei ging es primär darum, wann die zuständige Behörde eine Beschwerde ergreifen kann, soll und muss. Nicht entscheidrelevant war hingegen die Frage, wie die Verwaltungsratstätigkeit bei Salärverzicht steuerrechtlich einzustufen ist. Zu dieser strittigen Rechtsfrage musste der Bundesrat in seinem Entscheid keine Stellung beziehen. Der Bundesrat und die instruierende Behörde haben sich – wie üblich – auf die einschlägige Rechtsprechung und die Auffassungen in der Rechtslehre gestützt. Verwaltungsexterne Expertinnen und Experten zogen sie dabei nicht bei.



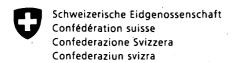
Frage 22.7938 Schläpfer Asylanträge von russischen Kriegsdienstverweigerern

Aus Russland flüchten immer mehr Kriegsdienstverweigerer. Mittlerweile wurden auch in der Schweiz bereits Asylanträge von Deserteuren gestellt. Wie viele solche Asylanträge wurden schon gestellt? Wie ist die Schweiz darauf vorbereitet? Wird sie das Gesetz anwenden, wonach Kriegsdienstverweigerung kein Asylgrund ist?

Antwort

Das Staatssekretariat für Migration (SEM) führt keine Statistik in Bezug auf die vorgebrachten Asylgründe. Erfahrungsgemäss haben bisher nur sehr wenige gesuchstellende Personen aus Russland Wehrdienstverweigerung oder Desertion als Asylgrund geltend gemacht.

Die Verfolgung von Wehrdienstverweigerern und Deserteuren ist grundsätzlich flüchtlingsrechtlich nicht relevant, da eine mögliche Bestrafung nicht aus einem Grund nach Artikel 3 Asylgesetz erfolgt, sondern rein militärstrafrechtlichen Charakter hat. Das SEM prüft aber jedes Asylgesuch individuell und unter Berücksichtigung der konkreten Umstände. Liegen in einem Einzelfall spezifische Umstände vor, wonach eine Bestrafung nicht nur wegen Wehrdienstverweigerung oder Desertion erfolgt, sondern aus in Artikel 3 Absatz 1 Asylgesetz genannten Gründen – beispielsweise politische Anschauung – entweder deutlich höher ausfällt als bei anderen Deserteuren und Kriegsdienstverweigerern oder unverhältnismässig streng ist, können die Voraussetzungen von Artikel 3 Asylgesetz dennoch erfüllt sein. In diesen Fällen wird einem Wehrdienstverweigerer oder Deserteur die Flüchtlingseigenschaft zuerkannt und er erhält Asyl, sofern keine Ausschlussgründe bestehen.



Question 22.7868 Prezioso

"Femmes, vie, liberté": que fait la Suisse?

L'Iran est secoué depuis plusieurs semaines par une protestation populaire massive, menée par les femmes en lutte pour leurs droits La réponse brutale du régime a entraîné la mort de centaines de manifestants, des milliers de blessés, l'arrestation de plus de 20 000 personnes, la torture et le viol.

Pour la défense des droits humains les plus fondamentaux, au vu du rôle que joue la Suisse, le CF envisage-t-il de rappeler son ambassadeur à Téhéran pour consultation?

Frage 22.7918 Friedl Claudia

Iran Sanktionen übernehmen - Zivilgesellschaft stärken

Im Iran demonstrieren Menschen unter dem Einsatz ihres Lebens gegen das autoritäre Regime ihres Landes. Tausende wurden inhaftiert und einige bereits zum Tode verurteilt.

Trotzdem hat der Bundesrat nicht alle EU-Sanktionen gegenüber Iran übernommen.

- Warum übernimmt der BR die EU-Sanktionen nicht?
- Hat die Schweiz wegen dem brutalen Vorgehen gegen die Demonstrierenden bei der iranischen Regierung protestiert?
- Wie kann die iranische Zivilbevölkerung in ihrem Protest unterstützt werden?

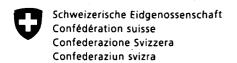
Réponse

La Suisse a réagi par le biais de plusieurs interventions diplomatiques à plusieurs niveaux, entre autre par une intervention du Président de la Confédération Ignazio Cassis auprès du Président Raisi. Elle a condamné à de nombreuses reprises l'usage disproportionné de la force par les forces de sécurité iraniennes. Le Conseil fédéral estime qu'il est important que l'ambassadrice suisse demeure à Téhéran afin de continuer à suivre de façon adéquate les développements et à intervenir auprès des autorités iraniennes en faveur du respect des droits de l'homme. Concérnant le soutien de la population civile, la Suisse collabore avec des organisations internationales actives dans le domaine des droits de l'homme plutôt qu'avec la société civile iranienne, car tout soutien direct à des organisations iraniennes les expose à des risques importants de représailles.

Das für Sanktionen zuständige WBF hat gemeinsam mit dem EDA entschieden, die im Zusammenhang mit den aktuellen Protesten erlassenen EU-Sanktionen gegenüber



Iran nicht zu übernehmen. Der Entscheid wurde unter Einbezug aller innen- und aussenpolitischen Interessen der Schweiz gefällt, darunter auch die guten Dienste der Schweiz in Iran. Die Schweiz ist bestrebt, den offenen und kritischen Dialog mit der iranischen Regierung weiterzuführen und ihre Forderungen in Bezug auf die Menschenrechtslage wie auch andere Themen direkt einzubringen. Sie ist der Ansicht, dass dieser Ansatz der Sache – namentlich der Förderung der Frauen- und Menschenrechte und der Stabilität in der Region – längerfristig mehr dient.



Question 22.7871 Prezioso

Suisse-Nicaragua : défendre Oscar René Vargas, défendre les droits humains Oscar René Vargas, économiste, ancien étudiant de l'université de Lausanne, a été arrêté le 22 novembre. Cette arrestation prolonge une série d'arrestations de personnes critiques du régime.

En vertu de l'article 54 alinéa 2 de notre Constitution, le Conseil fédéral ne devrait-il pas témoigner sa vive inquiétude à l'ambassadeur du Nicaragua?

Une intervention en faveur d'Oscar René Vargas auprès des autorités nicaraguayennes ne s'impose-t-elle pas ?

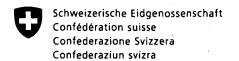
Question 22.7886 Walder

Arrestation arbitraire de Oscar René Vargas au Nicaragua – Agir rapidement pour sa sécurité.

Oscar René Vargas, sociologue et intellectuel critique du régime du président Ortega a été arrêté le 22 novembre dernier au Nicaragua. Sa détention, considérée par le HCDH comme arbitraire, suscite de grandes inquiétudes. Au vu des liens d'O. Vargas avec la Suisse (études à l'UNIL et à IUED de Genève), le CF a-t-il ou entend-il intervenir pour demander sa libération? Compte-t-il exiger de Managua de lui assurer des conditions d'emprisonnement dignes et l'accès aux médicaments dont il a besoin?

Réponse

La Suisse est préoccupée par la détérioration de la situation des droits de l'homme au Nicaragua. Elle a condamné ces développements à de nombreuses reprises et repris les sanctions de l'Union Européenne. Elle a appelé au rétablissement des droits civils et politiques dans le pays, d'une part de manière bilatérale lors de contacts avec les autorités sur place et en Suisse et, d'autre part, de manière multilatérale au Conseil des droits de l'homme. Le DFAE a connaissance du cas de M. Vargas qu'il suit avec attention. La Suisse appelle régulièrement à libérer toutes les personnes détenues arbitrairement, ainsi qu'à cesser les actes d'intimidation envers les opposants politiques.



Frage 22.7887 Molina Aussergewöhnliche Proteste in China für Menschenrechte und Freiheit

Ende November brachen in zahlreichen chinesischen Städten Proteste gegen die restriktiven Covid-19-Massnahmen und das Regime der KP aus. Die chinesischen Behörden gehen mit grosser Brutalität gegen die Protestierenden vor.

- -Hat der Bundesrat China zur Einhaltung der Menschenrechte aufgefordert?
- -Wie unterstützt er Menschenrechtsverteidiger/innen in China?
- -Sind Reaktionen angedacht, sollte die Führung ähnlich brutal gegen die Demonstrierenden vorgehen, wie 1989 (Tian'anmen-Massaker)?

Question 22.7890 Walder Répression contre les manifestant.e.s en Chine — Le Conseil fédéral a-t-il réagi?

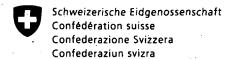
La majorité des États partageant nos valeurs ont appelé le gouvernement chinois à faire preuve de retenue et à respecter le droit de ses citoyen.e.s à manifester pacifiquement.

La Suisse a-t-elle également appelé Pékin à la retenue ? A-t-elle fait part aux autorités à Pékin ou à l'ambassadeur de R PC à Berne de son inquiétude quant aux menaces et autres moyens disproportionnés utilisés contre les manifestant.e.s à travers la Chine?

Antwort

La Suisse, via son ambassade à Pékin, a rappelé ses positions en faveur du respect de la liberté d'expression et de la liberté de la presse. Par ailleurs, le DFAE est en contact régulier avec l'ambassade de Chine en Suisse. Ces échanges portent également sur les questions de droit de l'homme.

Die Einhaltung der Menschenrechte und der Schutz von Personen, die diese verteidigen, ist gemäss China-Strategie 2021-2024 eine Priorität der Schweizer Menschenrechtsdiplomatie. Auch mittels diplomatischen Schreiben verlangt die Schweiz regelmässig Informationen zum Status von inhaftierten Menschenrechtsverteidigern und fordert die Freilassung von willkürlich inhaftierten Personen.



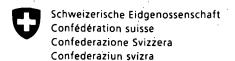
Frage 22.7888 Molina Verdeckte Polizeistationen der Volksrepublik China in der Schweiz?

Im Oktober 2022 wurde bekannt, dass China in zahlreichen Ländern verdeckte Polizeistationen zur Überwachung und Verfolgung chinesischer Dissidenten und ethnischer Minderheiten betreibt.

- -Existieren auch in der Schweiz verdeckte chinesische Polizeistationen (sog. Service-Centers für Chines: innen im Ausland)?
- Falls ja: Sind diese mit Schweizer Recht vereinbar? Hat der Bundesrat bei den chinesischen Behörden dagegen protestiert?
- -Falls nein: Worauf stützt der Bundesrat diese Erkenntnis?

Antwort

Spionageaktivitäten sind seit langer Zeit ein Hauptfokus des Nachrichtendienstes des Bundes (NDB). Zum jetzigen Zeitpunkt hat der NDB keine Hinweise, dass chinesische Übersee-Polizeistationen in der Schweiz existieren.



Question 22.7905 Fehlmann Rielle

Attaques de l'armée turque dans le Nord-Est de la Syrie : la Suisse doit les condamner!

Le 22 novembre 2022, les forces de l'air turques ont lancé une série d'attaques contre le Nord-Est de la Syrie ainsi que dans le Nord de l'Irak. Le but est d'affaiblir la région autonome du Rojava gérée par les Kurdes. Les cibles sont des civils et des infrastructures vitales.

Peut-on oublier que les Kurdes de la région ont contribué à la défaite de Daesch? Les attaques turques ne vont-elles pas favoriser une résurgence du pouvoir des dji-hadistes? La Suisse va-t-elle rester silencieuse?

Frage 22.7919 Friedl Claudia Türkische Angriffe auf kurdische Bevölkerung

Seit Tagen greift die Türkei die kurdische Bevölkerung in Nordsyrien und Nordirak aus der Luft an. Dabei wurden Gefängnisse getroffen und IS-Kämpfer sind freigekommen. Zudem droht der türkische Präsident Erdogan mit dem Einsatz von Bodentruppen.

- 1. Verurteilt der Bundesrat die völkerrechtswidrigen Angriffe auf die kurdische Bevölkerung?
- 2. Wie beurteilt er die Sicherheitssituation, wenn IS-Kämpfer freikommen?
- 3. Wie setzt sich die Schweiz auf diplomatischem Weg zur Stabilisierung der Region ein?

Question 22,7933 Walder

Accusations d'utilisation d'armes chimiques par la Turquie dans le nord de l'Irak

Selon plusieurs rapports, l'Etat turc utilise depuis des mois des agents chimiques interdits dans le nord de l'Irak. L'organisation «International Physicians for the Prevention of Nuclear War» (IPPNW) a publié un rapport sur l'utilisation d'armes chimiques par la Turquie au Kurdistan et exige une enquête internationale sur leur utilisation dans le nord de l'Irak.

Comment se positionne la Suisse sur cette demande?

La Suisse va-t-elle soutenir cette demande au sein des instances onusiennes?

Question 22.7934 Walder

Réagir aux violations du droit international par le gouvernement turc

Depuis novembre 22, des dizaines de localités du nord de la Syrie (Rojava) et du nord de l'Irak (sud du Kurdistan) sont bombardées par l'armée turque en violation du droit international. Ces attaques font de nombreuses victimes et s'apparentent à un nettoyage ethnique du nord de la Syrie.

Comment le Conseil fédéral réagit-il à ces attaques ?

Quelles démarches officielles a-t-il entreprises auprès des autorités turques pour rappeler les principes du droit international?

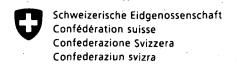


Réponse

Le DFAE est en contact étroit avec les autorités turques. Il a immédiatement fait part de ses préoccupations après les frappes aériennes de la Turquie qui ne sont pas conformes au droit international et à la Charte des Nations Unies. La Turquie a été appelée à respecter ses obligations en vertu du droit international et à éviter à tout prix les victimes civiles.

La Suisse s'engage activement aux niveaux bilatéral et multilatéral en faveur de la paix et de la sécurité dans la région, y compris en tant qu'État hôte pour les pourparlers qui se tiennent à Genève.

Enfin, la Suisse et ses partenaires suivent les développements sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques par la Turquie. Elle s'appuie en particulier sur l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC) pour prendre position sur de telles accusations. À ce jour, l'OIAC n'a pas été en mesure de valider la crédibilité des précédentes allégations d'utilisation d'armes chimiques par la Turquie.



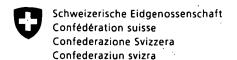
Question 22.7935 Walder Détention arbitraire de Sebnem Korur Fincanci par le gouvernement Erdogan. Que fait la Suisse?

Sebnem Korur Fincanci, experte médico-légale de renom, présidente de l'association des médecins et membre du conseil d'administration de la Fondation des droits de l'homme en Turquie (TIHV), a été arrêtée pour des raisons politiques en octobre 22 à Istanbul. Ses conditions de détention inquiètent ses proches et les défenseurs des droits humains.

Le Conseil fédéral a-il entrepris des démarches pour exiger sa libération ? Si oui, lesquelles ? Si non, pourquoi?

Réponse

Le DFAE a fait part de sa préoccupation à ce sujet aux autorités turques par le biais de l'ambassade de Turquie à Berne et demandé que les droits de la Dre Fincanci soient garantis. Le DFAE est limité dans sa capacité d'intervention, Dre Fincanci n'ayant pas la nationalité suisse. La Représentation suisse à Ankara suit toutefois le développement du dossier et est en contact avec les proches de la Dre Fincanci.



Frage 22.7936 Binder Vertrag mit dem Iran. Schariarecht in der Schweiz?

1934 hat der Bundesrat mit dem Kaiserreich Persien ein Abkommen abgeschlossen, aufgrund dessen für Iranerinnen und Iraner das Familienrecht des Herkunftlandes gilt. Seit dem Mullah-Regime gilt im Iran das Schariarecht, das nicht ansatzweise in unsere Rechtsordnung passt. Offenbar wird es in der Schweiz nicht angewendet. Was spricht dagegen, diesen Vertrag zu kündigen

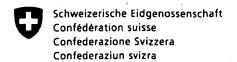
Frage 22.7937 Binder Schweiz. Kann es zur Anwendung kommen?

1934 hat der Bundesrat mit dem Kaiserreich Persien ein Abkommen abgeschlossen, aufgrund dessen für Iranerinnen und Iraner das Familienrecht des Herkunftlandes gilt. Seit dem Mullah-Regime gilt im Iran das Schariarecht, das nicht ansatzweise in unsere Rechtsordnung passt. Gibt es weitere solche Verträge und besteht die Gefahr, dass Schariarecht zur Anwendung kommen könnte?

Antwort

Die Anwendbarkeit iranischen Rechts in der Schweiz gestützt auf das Abkommen steht unter dem Vorbehalt des *ordre public*. Das heisst, dass das fremde Recht nicht angewendet wird, wenn es das einheimische Rechtsgefühl in unerträglicher Weise verletzt und wenn es grundlegende schweizerische Vorschriften missachtet. Deshalb beschränken schweizerische Gerichte in solchen Fällen die Anwendung iranischen Rechts in der Schweiz.

Das Niederlassungsabkommen mit dem heutigen Iran hat einen breiten Anwendungsbereich. Sollte man die Kündigung solch eines Vertrages in Erwägung ziehen, müsste detailliert abgeklärt werden, zu welchen Konsequenzen dies führen würde. Die Schweiz hat keine vergleichbaren Abkommen mit anderen Staaten abgeschlossen.



Frage 22.7853 Grüter

Wird Einhaltung der Schutzraumquote in den Kantonen durch den Bund überprüft?

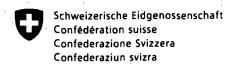
Inwiefern überwacht der Bund die Einhaltung der Schutzraumquote in den Kantonen sowie die Qualität der ausgewiesenen Schutzräume, damit in einem Ernstfall geeignete und genügend Schutzräume für die gesamte Bevölkerung zur Verfügung stehen würden?

Antwort

In den rechtlichen Grundlagen wird von einer eigentlichen «Schutzraumquote» nicht gesprochen. Für jede Einwohnerin und jeden Einwohner ist jedoch ein Schutzplatz in einem Schutzraum in der Nähe des Wohnorts bereitzustellen (Art. 60 Bevölkerungsund Zivilschutzgesetz [BZG]). Sind in einer Gemeinde zu wenig Schutzplätze vorhanden, sind Hauseigentümerinnen und Hauseigentümer verpflichtet, beim Bau neuer
Wohnliegenschaften Schutzräume zu erstellen und auszurüsten

Für die Steuerung des Schutzraumbaus sind die Kantone verantwortlich (Art. 62 Abs. 1 BZG, Art. 74 Zivilschutzverordnung [ZSV]). Im Weiteren haben sie gemäss ZSV für die periodische Kontrolle der Betriebsbereitschaft und des Unterhalts von Schutzräumen zu sorgen und die Schutzraumkontrolle mindestens alle 10 Jahre durchzuführen. Die Rolle des Bundes beschränkt sich auf die Möglichkeit, bei den Kantonen Auskünfte zur Anzahl der kontrollierten Schutzräume sowie der betriebsbereiten Schutzräume zu verlangen.

Wie in der Antwort des Bundesrates auf die Motion 22.3662 erwähnt, wird das BABS künftig die Angaben zu den kontrollierten und betriebsbereiten Schutzräumen regelmässiger bei den Kantonen einfordern.



Frage 22.7873 Seiler Graf

"Triple-A-Armee": 40 Milliarden Franken allein für 24 Hauptsysteme?

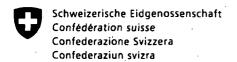
Laut Medienberichten warb der Armeechef kürzlich in einer Berner Kaserne vor 300 hohen Milizoffizieren für sein Ziel, eine «Triple-A-Armee» zu schaffen und bis 2040 allein für 24 Hauptsysteme 40 Milliarden Franken auszugeben. Kann der Bundesrat diese Medienberichte bestätigen? Wieviel kostet die «Triple-A-Armee» bis 2040 insgesamt und pro Jahr? Ist es Aufgabe des Armeechefs, die Milizoffiziere für eine «Triple-A-Armee» zu mobilisieren, von der weder Parlament noch der Bundesrat Kenntnis haben?

Antwort

Die Aussage des Chefs der Armee betreffend Triple-A-Armee bezog sich auf die Aspekte Alimentierung, Ausrüstung und Ausbildung, die zentral sind für die Leistungsfähigkeit der Armee. Zudem erläuterte er, dass in den kommenden rund 16 Jahren 24 Hauptsysteme der Armee das Ende ihrer Nutzungsdauer erreichen und ersetzt werden müssen. Aufgerechnet ergibt sich dadurch ein Finanzbedarf von rund 40 Milliarden Franken, der mit dem ordentlichen Armeebudget zu decken ist. Darin sind das neue Kampfflugzeug und die bodengestützte Luftverteidigung grosser Reichweite bereits enthalten.

Für Investitionen beabsichtigt die Armee, rund 40 Prozent des ordentlichen Budgets auszugeben. Damit werden die ans Nutzungsende gelangten Hauptsysteme ersetzt, die Cyberabwehr verbessert sowie die Ausrüstung vervollständigt und modernisiert. Als Planungsgrundlage dienen dabei die in den Berichten zur Luftverteidigung, zu den Bodentruppen und zu Cyber beschriebenen Fähigkeiten.

Mit welchen Investitionen konkret die Armee ihre Fähigkeiten erhalten will, hat das VBS gegenüber den sicherheitspolitischen Kommissionen kommuniziert. Die Investitionsplanung wurde ausserdem am 7. September 2022 publiziert und ist öffentlich einsehbar. Darin ist auch die vom Parlament beschlossene schrittweise Erhöhung des Armeebudgets bis 2030 auf 1 % des Bruttoinladproduktes berücksichtigt. Die erforderlichen Verpflichtungskredite werden Bundesrat und Parlament mit den Armeebotschaften unterbreitet.



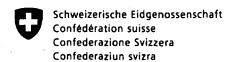
Frage 22.7891 Roth Franziska Kompetenzzentrum Militär- und Katastrophenmedizin, was passiert mit der zweiten Geschäftsstelle des KSD

Warum wurde das Kompetenzzentrum Militär- und Katastrophenmedizin (Artikel 13 der alten VKSD), in den Berichten Zeltner und Duvillard nicht erwähnt? Als Folge davon findet sich dieses in der Umorganisation und Neuausrichtung des Koordinierten Sanitätsdienstes im BABS so nicht mehr. Wo ist es angegliedert? Kann davon ausgegangen werden, dass mindestens die neue "Notfall- und Katastrophenmedizin" Teil des neuen KSD werden wird? Wenn nein, wie ist dann die Zuteilung organisiert?

Antwort

Der Bericht «Zukünftiger Bedarf im Bereich des Koordinierten Sanitätsdiensts» des Sicherheitsverbundes Schweiz geht basierend auf den Empfehlungen von Prof. Dr. Zeltner der Frage nach, welchen Auftrag und welche Leistungen der KSD künftig zu erfüllen hat, welche Möglichkeiten für die Ansiedlung des KSD in Frage kommen und wie die Partner des KSD in die Steuerung einzubeziehen sind. Deshalb wurde das «Kompetenzzentrum für Militär- und Katastrophenmedizin» zwar im Bericht genannt, aber nicht weiter berücksichtigt. Dieses ist und bleibt bei der Armee angesiedelt und kümmert sich um die Aus-, Weiter- und Fortbildung von militärischen Medizinalpersonen sowie Personen mit einer sonstigen Tätigkeit im Bereich des militärischen Gesundheitswesens.

Die Notfall- und katastrophenmedizinische Ausbildung ist eine Aufgabe des KSD und in Art. 12 der neuen Verordnung über den Koordinierten Sanitätsdienst (VKSD; SR 501.31) geregelt.



Frage 22.7893 Roth Franziska Rolle des KSD bei Evakuierung eines Spitals

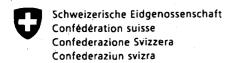
Der KSD spielt eine zentrale Rolle bei der Koordination der Spitalkapazitäten in einer Katastrophen-Situation. Angenommen, es müsste in der Schweiz ein Universitätsspital innert kurzer Zeit geräumt werden. Wer würde die Koordination für die notwendige Behandlungskapazität für diese Patienten, aber auch für alle noch in der Region verbleibenden Personen übernehmen? Welche Funktion hat dabei der KSD?

Antwort

Die erste Phase einer Evakuierung (Personen aus der Gefahrenzone bringen) liegt im Verantwortungsbereich des Spitals bzw. der örtlichen Blaulichtorganisationen. Die Spitäler haben entsprechende Evakuationskonzepte erstellt. Parallel dazu erhebt der Koordinierte Sanitätsdient (KSD) die in der Schweiz vorhandenen freien Kapazitäten mit seinem Informations- und Einsatzsystem (IES). An dieses sind sämtliche Spitäler, Blaulichtorganisationen und teilweise auch Alters- und Pflegeheime angeschlossen.

Im Falle einer Spitalevakuation würde ein Ereignis über IES ausgelöst. Daraufhin melden die angeschlossenen Spitäler ihre freien Kapazitäten. Die Zuteilung der Patientinnen und Patienten würde dabei im Auftrag des KSD unter Beizug des sanitätsdienstlichen Koordinationsgremiums (SANKO) operativ von einer Koordinationsstelle vorgenommen. Sollte das zu evakuierende Spital selber nicht mehr auf das IES zugreifen können, wären die Blaulichtorganisationen vor Ort in der Lage, über ihren Zugang zu den notwendigen Informationen zu gelangen. Damit könnten die Patientinnen und Patienten in andere Spitäler evakuiert werden. Der KSD würde bei Bedarf auch das Kommando Operationen der Armee kontaktieren und die Koordination von militärischen Unterstützungsleistungen bei Transport und Betreuung der Patientinnen und Patienten übernehmen.

Im Falle der vollständigen Evakuation eines Universitätsspitals könnten auch Verlegungen ins Ausland notwendig werden. Da die ausländischen Spitäler nicht an das IES angeschlossen sind, würden entsprechende Kapazitäten durch den KSD in das System eingepflegt.



Frage 22.7894 Roth Franziska Migration Koordinierter Sanitätsdienst KSD ins Bundesamt für Bevölkerungsschutz BABS

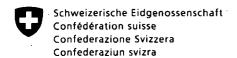
Per 1. Januar 2023 soll der KSD unter dem Dach des BABS mindestens seine bisherigen Leistungen weiterer bringen können. Bis Ende November wurde kein konkreter Entwurf des neuen Organigramms BABS bekannt gegeben. Wie ist die «Einheit KSD» im BABS integriert und wie ist die Position des Beauftragten des Bundes positioniert?

Antwort

Die Aufgaben und Mitarbeitenden des Koordinierten Sanitätsdienstes (KSD) werden im BABS in den Geschäftsbereich «Nationale Alarmzentrale und Ereignisbewältigung» integriert. So können die Synergien für eine optimale Ereignisbewältigung maximal genutzt werden. Die Integration erfolgt im Rahmen der Weiterentwicklung des BABS, insbesondere der NAZ.

Der Bericht «Zukünftiger Bedarf im Bereich des Koordinierten Sanitätsdiensts» des Sicherheitsverbundes Schweiz empfiehlt unter anderem, die Aufgaben der normalen Lage und die Aufgaben der besonderen und ausserordentlichen Lage deutlicher auszuweisen. Die neue Organisation entspricht dieser Empfehlung: Die Aufgaben des KSD werden einerseits im neuen NAZ-Fachbereich Partnerverbund wahrgenommen und anderseits für die einsatzbezogenen Aufgaben den Führungsgrundgebieten der Einsatzorganisation zugeordnet. So kann auch die Durchhaltefähigkeit über längere Zeit gewährleistet werden.

Mit dieser Lösung kann sich der Fachbereich Partnerverbund in der normalen Lage voll und ganz auf die konzeptionellen und koordinativen Vorbereitungsarbeiten konzentrieren. Gleichzeitig ist die Einsatzfähigkeit im Ereignisfall jederzeit gewährleistet und die Synergien werden optimal genutzt. Die oder der zukünftige Beauftragte KSD wird den Fachbereich leiten.



Question 22.7902 Fridez

Doublement des coûts de SkyView — un scandale d'acquisition sans secrets militaires ?

Selon les médias, les coats du projet informatique de l'armée SkyView ont doublé depuis 2020. Le DDPS a alors chargé BDO, actif au niveau mondial, de procéder à un "audit externe".

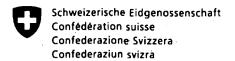
BDO International est actif aussi en Russie et en Chine. Comment le DDPS assure-til la protection des informations? Comment BDO peut-il effectuer un audit sans avoir accès à des documents confidentiels et secrets? Podquoi le DDPS n'a-t-il pas confié le mandat d'audit au seul Contrôle fédéral des finances?

Réponse

Chez BDO SA, la protection des informations est garantie comme pour tous les contrôles que le DDPS confie à des externes. BDO SA est une société anonyme suisse indépendante et juridiquement autonome. Membre du réseau international BDO dont le siège est à Bruxelles, elle traite les documents qui lui sont confiés de manière confidentielle, sûre et conforme à la loi. Ceci est garanti par son système de gestion de la sécurité de l'information (ISMS) selon la norme internationale ISO/IEC 27001. En outre, les collaborateurs engagés par BDO SA dans le cadre du contrôle se soumettent, à la demande du DDPS, à un contrôle de sécurité relatif aux personnes.

En raison de la situation prévalant actuellement en Ukraine, aucune société BDO ne travaille avec des entreprises ou des personnes russes ou biélorusses faisant l'objet de sanctions ou avec les gouvernements russe et biélorusse. BDO n'a pas d'entreprise de réseau en Russie. L'ancienne société membre russe opère aujourd'hui de manière indépendante sous le nom d'Unicon. BDO China (Shu Lun Pan CPAs) est une entreprise juridiquement indépendante du réseau BDO et s'engage à respecter les principes de ce dernier, le contrôle étant exercé par le réseau BDO.

Le Contrôle fédéral des finances (CDF) prévoit de soumettre le projet à un audit en 2023. Le rapport est généralement publié six à douze mois après l'audit. Le DDPS a besoin d'une évaluation externe rapide et a donc choisi BDO AG en respectant les dispositions de la législation sur les marchés publics. Il mettra le rapport d'audit de BDO à la disposition du CDF en vue de son audit.



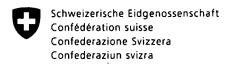
Frage 22.7842 Imboden
Energiechartavertrag (Energy Charter Treaty, ECT): Verzichtet die Schweiz auf die Unterzeichnung?

Am 9. November hat der Bundesrat «grünes Licht» für die Unterzeichnung des Energiechartavertrags (Energy Charter Treaty) gegeben und wollte den Vertrag am 22.11. unterzeichnen. Der Vertrag schützt fossile Investitionen und behindert den Klimaschutz. Das EU-Parlament und viele EU-Länder verweigern die Zustimmung, u.a. Deutschland, Frankreich, Spanien, Polen, Niederlande, Slowenien, Italien.

- Wie schätzt die Schweiz diese neue Ausgangslage ein?
- Verzichtet die Schweiz auf die Unterzeichnung?

Antwort:

Der modernisierte Energiechartavertrag (ECT) wurde am 22. November 2022 auf Antrag der EU von der Tagesordnung gestrichen, weil sich die EU und ihre Mitgliedstaaten (ausser Italien, das 2016 aus dem ECT ausgetreten ist) nicht auf eine einstimmige Position einigen konnten. Die Gespräche innerhalb der EU laufen weiter. Ob und wann der modernisierte Vertrag verabschiedet werden kann, ist zurzeit nicht absehbar. Der Bundesrat hat am 9. November 2022 das UVEK beauftragt, ihm eine Auslegeordnung zu unterbreiten zur Frage, ob die Schweiz im Falle einer Verabschiedung des modernisierten ECT analog zur EU und zum Vereinigten Königreich fossilen Investitionen den Schutz ebenfalls entziehen soll und ob über Verbleib oder Ausstieg der Schweiz neu zu entscheiden sei. Dabei wird auch die neue Ausgangslage analysiert.



Frage 22.7845 Roth Franziska Bargeldlose Billettautomaten - Eine Hürde für Menschen mit Sehbehinderung

Menschen mit Sehbehinderung sind in ihrer Mobilität auf den öffentlichen Verkehr angewiesen. Auch im städtischen Nahverkehr sollen Billettautomaten zugänglich sein. Aktuell werden immer häufiger bargeldlose Billettautomaten eingesetzt, welche von Betroffenen nicht autonom bedienbar sind.

Wie positioniert sich der Bundesrat zu dieser Entwicklung und welche Massnahmen werden ergriffen, um die Zugänglichkeit zu gewährleisten?

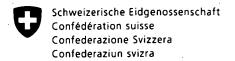
Antwort:

Billettautomaten zu bedienen ist für Menschen mit Sehbehinderung unabhängig vom Bezahlmodus eine Herausforderung. Die zunehmenden Möglichkeiten des Billettkaufs mit dem eigenen Smartphone bieten eine willkommene Erleichterung, auch für sehbehinderte Fahrgäste.

Das Bundesrecht hält betreffend Anforderungen an die barrierefreie Gestaltung von Billettautomaten des öffentlichen Verkehrs fest, dass Billettautomaten und Entwerter durch Behinderte bedient werden können müssen. Ist dies für einzelne Behinderungsarten nicht gewährleistet, müssen den Betroffenen angemessene Ersatzlösungen angeboten werden. Bei den heute eingesetzten Billettautomaten bestehen in Bezug auf die Bedienbarkeit durch Menschen mit Sehbehinderung folgende Lösungen, die auch bei künftigen Automaten Anwendung finden sollen:

- 1. Die Billettautomaten sind mit einer durch Relief- und Brailleschrift taktil erkennbaren Information ausgestattet, welche eine Gratis-Telefonnummer und eine Identifikationsnummer des Automaten enthält. Menschen mit Sehbehinderung rufen über die angegebene Gratisnummer ein Callcenter an und geben die Identifikationsnummer des Geräts bekannt. Die Callcenter wählen ferngesteuert das Billett für die Person mit Sehbehinderung. Diese muss anschliessend lediglich den Zahlungsvorgang vornehmen und kann das Billett behändigen.
- 2. Die Billettautomaten können so angewählt werden, dass Bedienmöglichkeiten auf dem Bildschirm erscheinen, die aufgrund der taktil erkennbaren Bildschirmecken auch für Menschen mit Sehbehinderung bedienbar sind. Insgesamt bestehen acht Auswahlmöglichkeiten für Verbindungen. Für die übrigen Angebote können

Sehbehinderte auf einer Gratis-Nummer ein virtuelles Billett bestellen, welches via Monatsrechnung bezahlt wird.



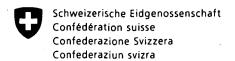
Question 22.7846 Pasquier-Eichenberger Interruption des travaux et retards importants du chantier de la gare de Lausanne : quelles conséquences pour la Suisse romande ?

Le chantier du principal nœud ferroviaire de Suisse romande subit des retards importants. Le Conseil fédéral peut-il assurer qu'il prend toutes les mesures possibles pour assurer que :

- -ce retard n'engendre pas des reports en cascade sur les autres chantiers en cours ou prévus en Suisse romande ?
- -cela n'entraîne pas une dégradation de l'offre et des cadences depuis et vers la région lémanique ?

Réponse:

- 1. Le chantier de la gare de Lausanne n'est pas directement lié à d'autres chantiers ferroviaires. La planification de la mise en œuvre des projets d'aménagements ferroviaires est régulièrement mise à jour (processus itératif). Même si la situation est tendue en raison du volume important des projets, notamment en Suisse romande, le retard des travaux à la gare de Lausanne n'est pas de nature à repousser d'autres chantiers ferroviaires.
- 2. Les travaux prévus en gare de Lausanne visent à réaménager les passages souterrains et les quais afin de faciliter l'accès aux trains ainsi qu'à augmenter la capacité pour accueillir davantage de voyageurs et des trains plus longs sur l'axe ferroviaire principal ouest-est. Ce report a donc une certaine conséquence sur ces améliorations dans la région lémanique (et vers Fribourg et la Suisse alémanique). Une amélioration partiellement liée aux travaux dans la gare de Lausanne, à savoir 4 trains du RER Vaud par heure entre Cully et Cossonay, sera déjà mise en service au changement d'horaire de décembre 2022. Durant le chantier, des réductions temporaires d'offre pourront avoir lieu, mais le retard actuel ne les renforce pas, il les répartit éventuellement autrement dans le temps.



Question 22.7849 Grin Quand les travaux d'agrandissement de la gare de Lausanne pourront-ils être terminés ?

Dans un communiqué de presse du 19 mars 2015 cosigné par l'Office fédéral des transports et intitulé « Le projet de réaménagement de la gare de Lausanne est prêt pour la mise à l'enquête », il est écrit que les travaux d'agrandissement de la gare de Lausanne seront achevés en 2025. Vu certaines difficultés, je ne pense pas que le délai pourra être tenu ?

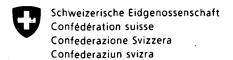
Dans quel meilleur délai selon l'office fédéral des transports, les travaux en question seront-ils achevés ?

Question 22.7861 Pointet Les travaux d'agrandissement de la gare de Lausanne seront-ils terminés en 2025 comme annoncé par l'OFT ?

Le rapport de l'Office fédéral des transports (OFT) sur l'avancement des travaux d'aménagement ferroviaire 2018 mentionne, dans le chapitre 5.3.1, l'état d'avancement du programme «Développement de l'infrastructure ferroviaire» (ZEB) en Suisse romande. Dans ce cadre, l'OFT écrit que la fin des travaux d'agrandissement de la gare de Lausanne est prévue en 2025. Est-ce que ce délai pourra etre tenu ? Si non, dans quel délai les travaux seront-ils achevés ?

Réponse:

Le rapport sur l'avancement des travaux ferroviaires présente toujours une image momentanée de la situation et évolue avec les développements des projets. A fin 2018, les plans du projet n'avaient pas encore été approuvés par l'OFT et la communication correspondait au planning actuel. Dans son rapport à fin 2021, l'OFT annonçait une mise en service échelonnée, s'achevant en 2032. Au vu des derniers développements, cette date sera certainement dépassée. La durée totale prévue des travaux principaux est d'environ une dizaine d'années. Les CFF sont en train d'analyser le temps nécessaire au traitement des différentes charges. Sur la base de ce calendrier, l'OFT pourra estimer le temps nécessaire aux approbations de détail. Ensuite, les partenaires du projet s'accorderont sur un nouveau calendrier de mise en œuvre. A noter que des mises en service successives auront lieu tout au long des travaux, améliorant au fur et à mesure le confort pour les voyageurs, notamment sur les quais.



Question 22.7852 Feller

Les problèmes statiques soulevés en lien avec les travaux à la gare de Lausanne, remettent-ils en question l'accueil de 200000 passages par jour en 2030?

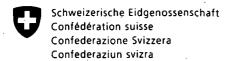
D'ici 2030, 200'000 personnes devraient transiter chaque jour par la gare de Lausanne contre 130'000 aujourd'hui. Dans le cadre des travaux d'agrandissement de la gare, l'OFT a récemment soulevé des problèmes statiques qui concernent notamment les quais. Est-ce que la résolution de ces problèmes statiques (par exemple en ajoutant des piliers) permettra d'accueillir les 200'000 passagers attendus dans le respect des normes de sécurité et sans remise en question de l'offre ou des cadences?

Question 22.7864 Roduit Est-ce que les 200000 passagers attendus à la gare de Lausanne en 2030 pourront y être accueillis en toute sécurité?

Aujourd'hui, 130'000 personnes transitent chaque jour par la gare de Lausanne. D'ici 2030, les estimations prévoient une affluence de 200000 personnes par jour. Le Conseil fédéral peut-il prendre l'engagement que les travaux d'agrandissement de la gare tels que prévus fourniront suffisamment d'espace (sur les quais, dans les passages intérieurs, etc.) pour absorber le flux de passagers estimé dans le respect des normes de sécurité et sans remise en question de l'offre ou des cadences?

Réponse:

C'est justement pour garantir que la gare de Lausanne permettra d'accueillir les voyageurs en toute sécurité que l'OFT a renvoyé le dossier aux CFF afin d'améliorer le concept statique de certaines parties de l'ouvrage. Aucune remise en question des offres prévues ou des cadences n'est liée à ces aspects statiques. Par ailleurs, l'OFT a pu rendre une décision d'approbation qui a permis de lever un grand nombre de charges liées aux flux.



Question 22.7856 Piller Carrard Travaux d'agrandissement à la gare de Lausanne : évolution du nombre de charges entre juin 2019 et novembre 2022

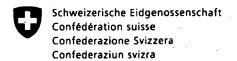
Lorsque l'OFT a délivré, en juin 2019, le permis de construire en vue des travaux d'agrandissement de la gare de Lausanne, il a imposé quelque 200 charges aux CFF. En juillet 2022, il restait encore une centaine de charges à lever (source : 19h30, RTS TV, 2 juillet 2022).

- 1. En novembre 2022, combien de charges reste-t-il à lever?
- 2. Entre juin 2019 et novembre 2022, combien de charges ont été levées par les CFF et combien de charges nouvelles ont été fixées par l'OFT ?

Réponse:

Dans la décision d'approbation des plans (DAP) de base de juin 2019, il y avait 207 charges qui sont activement suivies par l'Office fédérale de transports (OFT). 115 charges de cette DAP de base ont été traitées entretemps ou sont désormais caduques. En lien avec l'approbation des projets de détails ou des modifications de projet soumises dans l'intervalle, 104 nouvelles charges ont dû être fixées. 45 de ces dernières ont d'ores et déjà été traitées ou sont désormais caduques. Il en découle qu'à ce jour, sur les 311 charges édictées par l'OFT, 168 sont remplies ou caduques et 148 sont encore à traiter par les CFF.

Il convient de préciser qu'il n'est pas surprenant que la DAP contienne un nombre élevé de charges pour un projet de cette ampleur. Toutes les charges ne sont pas liées au début des travaux et une partie s'échelonne en fonction des différentes phases de construction. De nombreuses charges permettent en outre aux CFF de corriger les faiblesses du projet. L'important est donc que les réponses aux charges et les approbations de détails soient coordonnées en fonction du planning des travaux.



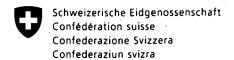
Frage 22.7895 Roduit

Crise de l'énergie : des achats groupés comme lors de la crise covid ?

Les délais d'attente pour la pose d'installations d'énergie renouvelable, en particulier le photovoltaïque, sont excessivement longs en raison notamment de la pénurie de composants ou de semi-conducteurs électriques. Le Conseil fédéral est-il prêt à favoriser, comme dans le domaine de la santé, des achats groupés, par ex. sous la forme de centrales d'achat, ou d'augmenter les aides octroyées par SwissEnergie pour des projets communaux intégrant des achats groupés ?

Antwort:

Die meisten Installateurinnen und Installateure beschaffen ihr Material nicht direkt bei den Herstellern im Ausland, sondern über Grosshändler wie "Solarmarkt". Somit hat sich eine Beschaffung "en gros" bereits etabliert. Zudem ergeben sich die aktuellen Verzögerungen bei der Installation von Photovoltaikanlagen nach Auskunft der Branche nicht aus Materialengpässen. Sie resultieren vielmehr aus der sehr stark angestiegenen Nachfrage (das Marktvolumen hat sich innerhalb der letzten drei Jahre etwa verdreifacht) und der beschränkten Verfügbarkeit von Arbeitskräften. Die Branche ist dabei, ihre Kapazitäten aufzubauen, zum Beispiel durch die Einführung der neuen Berufslehren «Solarmonteurin/Solarmonteur EBA» und «Solarinstallateurin/Solarinstallateur EFZ» ab 2024. Dabei wird sie vom Bund (über das Programm EnergieSchweiz) unterstützt (z.B. durch die Bildungsoffensive Gebäude).



Question 22.7897 Pointet Des bords d'autoroutes solaires aussi grâce à des investissements participatifs ?

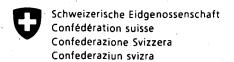
En septembre de cette année, l'office fédéral des routes a lancé un appel d'offre pour la mise à disposition de surfaces proches des autoroutes, destiné aux entreprises désirant poser des panneaux solaires.

L'OFROU est-elle prête à mettre à disposition d'autres surfaces sur demande spontanée (hors de l'appel d'offre lancé) d'entreprises ou d'associations qui désirent investir dans le solaire ?

Réponse:

L'Office fédéral des routes (OFROU) construit lui-même des installations photovoltaïques le long des routes nationales à proximité des sites où il consomme du courant (par exemple les abords de portails de tunnels). L'OFROU met en outre gratuitement à disposition de tiers les surfaces restantes adaptées à la production d'énergie photovoltaïque (notamment les parois antibruit et les parkings d'aires de repos ayant fait l'objet de l'appel à projets).

Des demandes spontanées sur d'autres types d'infrastructures existantes (comme par exemple les murs de soutènement) du domaine des routes nationales peuvent être transmises et seront traitées au cas par cas. L'OFROU examine ces demandes selon l'angle de la sécurité routière, de l'exploitation et de l'entretien des routes nationales : l'installation photovoltaïque ne doit pas porter atteinte à la fonction primaire de l'infrastructure.



Frage 22.7901 Friedl Claudia
Autobahnanschluss Güterbahnhof St. Gallen

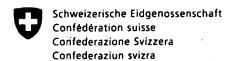
Nach Widerstand der Bevölkerung gegen den geplanten Autobahnanschluss-Güterbahnhof in die Stadt St. Gallen und Resultaten der Testplanung des Kantons SG, welche zeigen, dass der geplante Bau mit der Mobilitätpolitik der Stadt SG & mit dem städtischen Klima (Hitzebildung, etc.) nicht vereinbar ist, hat das Stadtparlament ein Postulat überwiesen, welches den "Übungsabbruch" fordert.

Wurde das Postulat zur Kenntnis genommen?

Welche Auswirkung haben Testplanung und Postulat auf die Plane des Astras?

Antwort:

Das Bundesamt für Strassen (ASTRA) plant die Nationalstrassenprojekte in Abstimmung mit der betroffenen Region. Das ASTRA, die Kantone St.Gallen und Appenzell Ausserrhoden, die Stadt St.Gallen und die Gemeinde Teufen haben sich auf eine Bestvariante für die Umsetzung des Zubringers Güterbahnhof geeinigt. Ausgangspunkt für diese Planung bildete unter anderem die deutliche Ablehnung der städtischen Volksinitiative «Für ein lebendiges Areal Güterbahnhof ohne Autobahnanschluss» im Jahr 2016. Das vom Stadtparlament überwiesene Postulat beauftragt den Stadtrat nun in einem Bericht aufzuzeigen, wie das Areal Güterbahnhof ohne Autobahnanschluss geplant werden könnte. Mögliche Auswirkungen auf den Zubringer Güterbahnhof können erst nach Vorliegen des entsprechenden Berichts abgeschätzt werden.



Fragestunde vom 30.11.2022

Frage 22.7904 Gugger

Wann werden die Untersuchungsresultate zu per- und polyfluorierten Alkylverbindungen (PFAS) bzw. zu Trifluoracetat (TFA) im Grund- und Trinkwasser publiziert, Stoffen, die in der EU demnächst verboten werden sollen

Auf meine IP.22.4228 verweist der Bundesrat eine Reihe von geplanten Untersuchungen zu PFAS und TFA, nur zum Teil aber auf die Daten für die voraussichtliche Publikation dieser Ergebnisse.

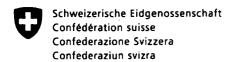
Wann werden die Ergebnisse und Zwischenergebnisse aus der landesweiten Pilotstudie zu TFA im Grundwasser publiziert?

Wann werden die Ergebnisse der kantonalen Lebensmittelvollzugsbehörden publiziert, die Trinkwasserproben auf TFA untersuchen wollen?

Antwort:

Die Ergebnisse der landesweiten Pilotstudie zu PFAS im Grundwasser, die im Rahmen der Nationalen Grundwasserbeobachtung NAQUA stattgefunden hat, werden im Lauf des Jahres 2023 auf der BAFU-Website publiziert. Die Ergebnisse der landesweiten NAQUA-Pilotstudie zu TFA im Grundwasser folgen bis Mitte 2024.

Eine Kampagne über das Vorkommen von Per- und polyfluorierte Alkylsubstanzen (PFAS) in Trinkwasser wird gegenwärtig von den kantonalen Lebensmittelvollzugsorganen geplant. Im Rahmen dieser Untersuchungen soll auch die TFA Konzentration im Trinkwasser gemessen werden. Die Durchführung der Kampagne ist im 2023 vorgesehen und erste Resultate sind gegen Ende 2023 zu erwarten.

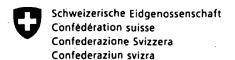


Frage 22.7909 Müller Leo Umstellungswillige Energiebezüger nicht benachteiligen

Für Firmen mit Anlagen, die eine Zielvereinbarung mit Verminderungsverpflichtung abgeschlossen haben, hat der BR die CO2 Verordnung angepasst, damit für den Einsatz von Erdöl statt Erdgas keine zusätzl. Kosten entstehen. Bei Firmen mit Anlagen, die im Emissionshandelssystem sind, sieht der BR Probleme wegen der EU Verknüpfung. Was gedenkt der BR zu tun, damit diese Firmen bei Umstellung nicht benachteiligt werden und für den zusätzlichen CO2-Ausstoss nicht teure Zusatzzertifikate kaufen müssen.

Antwort:

Der Bundesrat ist sich der Thematik bewusst. Eine Analyse des UVEK hat ergeben, dass auf Verordnungsstufe keine Lösung möglich ist. Dies einerseits, weil die Bestimmungen zum Emissionshandelssystem grösstenteils auf Gesetzesstufe, im CO₂-Gesetz, verankert sind und andererseits, weil Massnahmen im Emissionshandelssystem nur in Übereinstimmung mit dem im Abkommen mit der Europäischen Union verankerten Äquivalenzprinzip eingeführt werden können. In dem Sinne hat das UVEK auch auf eine entsprechende Anfrage der UREK-N vom 30. August 2022 zu den Vorbereitungsmassnahmen im Hinblick auf eine drohende Energiemangellage beantwortet. Die UREK-N hat das Thema im Rahmen ihrer laufenden Arbeiten zur Stromversorgungssicherheit aufgegriffen.

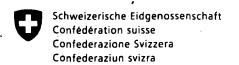


Frage 22.7910 Fluri Transparenz im Prozess zur Erarbeitung des neuen Aktionsplans Biodiversität

Der Bundesrat schreibt in seinen Jahreszielen, er werde «im zweiten Halbjahr 2022 eine Aussprache zu den Resultaten der Wirkungsanalyse zum «Aktionsplan Strategie Biodiversität Schweiz» führen». In seiner Antwort auf meine Ip 21.3183 schreibt er, zur anschliessenden Vorbereitung der zweiten Umsetzungsphase werde er eng mit anderen Ämtern, Kantonen und verwaltungsexternen Stakeholdern aus verschiedenen Bereichen zusammenarbeiten. Was kann er zu diesen beiden Schritten heute konkret sagen?

Antwort:

Aktuell plant das UVEK, dem Bundesrat die Wirkungsanalyse zum «Aktionsplan Strategie Biodiversität Schweiz» im ersten Halbjahr 2023 vorzulegen. Dies erfolgt zeitgleich mit einem Vorschlag zum weiteren Vorgehen nach dem Ende der ersten Umsetzungsphase des Aktionsplans Strategie Biodiversität Schweiz. Diese Anpassung des Zeitplans hat zwei Gründe: Aktuell berät das Parlament die Biodiversitätsinitiative und den indirekten Gegenvorschlag des Bundesrats. Der Bundesrat hält es für angezeigt, die Ergebnisse dieser Debatte abzuwarten, bevor über das weitere Vorgehen des Aktionsplans entschieden wird. Zudem sind die Beschlüsse der internationalen Staatengemeinschaft im Rahmen der Biodiversitätskonvention immer noch ausstehend. Die Konferenz wurde aufgrund der Covid-19 Pandemie von 2020 auf Dezember 2022 verschoben. Für die Vorbereitung der zweiten Umsetzungsphase des Aktionsplans ist weiterhin vorgesehen, die Stakeholder einzubeziehen.



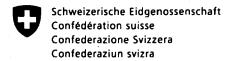
Question 22.7912 Klopfenstein Broggini Exigences et calendrier pour l'analyse de huit subventions nuisibles à la biodiversité ?

L'OFEV a récemment publié une étude préliminaire sur l'évaluation des subventions nuisibles à la biodiversité et a annoncé une analyse "rapide, concrète et efficace" de huit subventions sélectionnées.

- Pourquoi les offices fédéraux concernés ont-ils besoin de temps, jusqu'à fin 2024, pour analyser ces quelques subventions, ce qu'ils devraient faire depuis 2010 ou 2012?
- Quelles sont les exigences de l'examen ? Existe-t-il des critères de qualité mesurables ?

Réponse:

Le 3 juin 2022, le Conseil fédéral a chargé les offices concernés d'examiner de manière approfondie les subventions mentionnées quant à leur impact sur la biodiversité, d'élaborer des propositions de réforme et de les présenter au Conseil fédéral. Le délai imposé aux offices fédéraux est déjà serré. Une approche plus rapide ne serait pas sérieuse. Dans le cadre de l'approfondissement, les propositions de réforme doivent être analysées de manière ouverte. Différentes possibilités - de la suppression à l'optimisation ou à la transformation d'une subvention - doivent être examinées de manière critique. La définition de critères d'évaluation spécifiques incombe aux départements compétents.



Question 22.7913 Klopfenstein Broggini La biodiversité continue de décliner, quelles actions du Conseil fédéral?

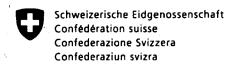
Si le Conseil fédéral agit : pourquoi la perte de la biodiversité en Suisse poursuit-elle son cours ?

À ma question 22.7311 concernant la perte de la biodiversité, le Conseil fédéral répond qu'il "n'attend pas et agit".

- -Si c'est le cas, pourquoi la perte de biodiversité se poursuit-elle sans relâche?
- -Quelles actions supplémentaires doivent être prises pour non seulement stopper le déclin des populations d'insectes et d'autres espèces mais aussi les promouvoir ?

Réponse:

C'est un fait que la biodiversité est sous pression dans notre pays et qu'elle diminue depuis des années. C'est pourquoi le Conseil fédéral s'engage depuis longtemps en faveur de la biodiversité dans différents domaines. Comme exemple récent, l'on peut mentionner les décisions du Conseil fédéral concernant les réductions des excédents d'azote et des produits phytosanitaires. De plus, le Parlement examine actuellement le contre-projet indirect du Conseil fédéral à l'initiative biodiversité. Le Conseil fédéral continuera à s'engager pour la biodiversité en tant que fondement pour notre survie.



Question 22.7914 Klopfenstein Broggini Des colis, tous en camion, jusqu'au fin fond des Grisons?

Dans ses objectifs stratégiques, le Conseil fédéral demande à la Poste d'élaborer une strategie d'entreprise conforme au développement durable. Dans ce sens il attend d'elle qu'elle tienne dûment compte des récupercussions écologiqunes de ses projets.

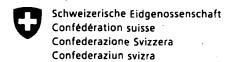
Grisons : est-il vrai que la Poste suisse transporte désormais tous ses colis par la route et que plus aucun paquet ne soit acheminé par les CFF ou les Viafer Retica (Rhätische Bahn) ?

Réponse:

La Poste suisse travaille avec les CFF et les RhB. Les colis à destination de l'Engadine sont chargés à Landquart de la route sur le rail, puis transportés par les RhB.

Le Conseil fédéral attend de la Poste suisse, dans les objectifs stratégiques, qu'elle suive, dans le cadre de ses possibilités de gestion, une stratégie axée sur les principes du développement durable qui contribue à réduire les émissions de gaz à effets de serre. La Poste s'est fixée pour objectif de rendre sa distribution climatiquement neutre d'ici à 2030. Actuellement, environ 50 % de toutes les lettres et de tous les colis font au moins une partie de leur voyage en train.

Au vu des avantages écologiques offerts par le rail, la Poste affirme vouloir recourir davantage au chemin de fer pour ses transports. Elle a mis en place une « opération rail » grâce à laquelle elle entend doubler la part des colis transportés par le train.

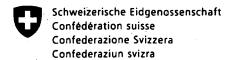


Frage 22.7916 Schneider Schüttel Analyse von acht Subventionen mit biodiversitätsschädigender Wirkung – was geschieht mit allen übrigen?

Das BAFU erwähnt in seiner Vorstudie einen Vorschlag dazu, wie mit allen übrigen Subventionen umgegangen werden bzw. wie eine inhärente Prüfung auf biodiversitätsschädigende Wirkung in regelmässige Prozesse integriert werden soll.
- Wird dieser Vorschlag ausgearbeitet? Wenn ja, bis wann? Wenn nein, warum nicht?
- Von welchen regelmässigen Prozessen und inhärenten Prüfungen schreibt der Bundesrat? Was will er dazu genau erarbeiten und bis wann will er vorlegen, was er dazu erarbeitet hat?

Antwort:

Bestehenden Subventionen werden alle sechs Jahre einer Subventionsüberprüfung unterzogen. Die Eidgenössische Finanzverwaltung hat den entsprechenden Fragebogen 2022 mit Leitfragen zu gegensätzlichen öffentlichen Interessen sowie Marktverzerrungen und negativen Externalitäten ergänzt. Dies schliesst auch Biodviersitätswirkungen ein. Der Vorschlag ist somit umgesetzt. Bereits heute unterzieht der Bundesrat Reformen der Sektoralpolitiken (z.B. Agrar-, Energie-, und Verkehrspolitik) jeweils einer ganzheitlichen Regulierungsfolgenabschätzung. Diese schliesst auch potenzielle Biodiversitätsauswirkungen ein. Schliesslich wird die Bundesverwaltung dem Bundesrat Ende 2024 eine Gesamtevaluation der Fortschritte bezüglich Biodiversitätsauswirkungen von Bundessubventionen vorlegen. Über weitere Vertiefungen wird auf Basis dieser Gesamtevaluation zu entscheiden sein.



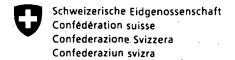
Frage 22.7917 Schneider Schüttel Welche Kantone haben eigene Biodiversitätsstrategien bzw. Aktionspläne Biodiversität erarbeitet und publiziert?

In seiner Antwort auf den entsprechenden Bericht der GPK-S äussert sich der Bundesrat besorgt über den Zustand der Biodiversität. In einem Bericht für die Ausarbeitung seiner kantonalen Biodiversitätsstrategie erklärte der Staat Freiburg, dass der Bund die Kantone via Programmvereinbarungen anrege, Biodiversitätsstrategien zu entwickeln.

- Welche Kantone haben also Biodiversitätsstrategien bzw. -aktionspläne entwickelt?
- Welche haben das bisher nicht getan und was tut der Bund in diesen Fällen?

Antwort:

Bund und Kantone haben in der Programmvereinbarung Naturschutz geregelt, dass die Kantone bis 2024 ein «kantonales Gesamtkonzept zur Arten- und Lebensraumförderung sowie Vernetzungsplanung» erstellen. Dazu gehört insbesondere die Planung der ökologischen Infrastruktur. Die Erarbeitung einer erweiterten kantonalen Biodiversitätsstrategie und von entsprechenden Aktionsplänen ist Sache der Kantone. In mehreren Kantonen sind entsprechende Arbeiten schon weit fortgeschritten oder in Umsetzung, so etwa in den Kantonen Bern, Fribourg, Genf, Luzern, Solothurn, St. Gallen oder Waadt. Weitere Kantone sind an der Arbeit.

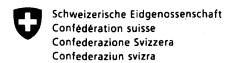


Frage 22.7920 Egger Kurt Turbinen für die Ukraine

Der ukrainische Botschafter in Deutschland hat diese Woche die deutsche Regierung um Generatoren gebeten. Sein Land benötige wegen der gezielten russischen Angriffe auf die Stromversorgung Generatoren und auch Transformatoren. Die Schweiz hat in Birr acht neue Turbinen, welche diesen Winter kaum zum Einsatz kommen werden. Ist der Bundesrat bereit, einige der Turbinen der Ukraine mindestens temporär zur Verfügung zu stellen?

Antwort:

Die Turbinen des Reservekraftwerks in Birr gehören General Electric und nicht dem Bund. Der Bund hat sich nur verpflichtet, deren Miete für die nächsten vier Jahre sicherzustellen. Eine Verlegung in die Ukraine würde eine grundlegende Änderung des Vertrags darstellen, die auch die Bereitstellung in der Schweiz gefährden würde. Für eine Inbetriebnahme des Reservekraftwerks in der Ukraine wären technische Einrichtungen für den Anschluss ans Stromnetz und für die logistische Bereitstellung des liquiden Brennstoffes erforderlich. Eine Inbetriebnahme der Kraftwerksanlagen für diesen Winter 2022/2023 wäre illusorisch. Der Bundesrat hat am 2. November 2022 einen Aktionsplan über 100 Millionen Franken für die Winterhilfe in der Ukraine beschlossen. Finanziert werden insbesondere Projekte zur dringlichen Instandstellung der Energie-Infrastruktur in der Ukraine. Dafür hat der Bundesrat dem Parlament einen Nachtragskredit für zusätzliche Mittel im Umfang von 76 Millionen Franken beantragt.



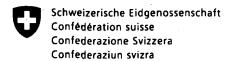
Question 22.7930 Michaud Gigon

La mesure européenne de plafonnement des superprofits réalisés par les producteurs d'électricité est-elle à l'étude pour la Suisse? Si non, pourquoi?

Afin d'atténuer les effets néfastes des hausses de prix sur les clients finaux (PME, ménages) en Suisse, le Conseil fédéral envisage-t-il de reprendre une mesure similaire aux articles 6 et 7 du règlement européen (UE) 2022/1854 permettant de couper les bénéfices exceptionnels imprévus et très conséquents des producteurs d'électricité? Si non, pourquoi ne l'envisage-t-il pas et est-ce que l'implication des collectivités publiques dans l'actionnariat des producteurs d'électricité est un frein?

Réponse:

Le Conseil fédéral a chargé le DETEC de procéder à une analyse et une évaluation des mesures que l'UE a prises pour remédier à la crise énergétique. Il s'agit de déterminer si la Suisse doit mettre en place des mesures similaires. L'imposition des bénéfices excédentaires des entreprises énergétiques est également concernée. Le Conseil fédéral se prononcera sur le sujet à fin 2022. Au sein de l'UE, l'imposition des bénéfices excédentaires réalisés par des entreprises du secteur de l'énergie vise en premier lieu à soulager la charge financière des PME et des ménages qui souffrent du niveau élevé des prix de l'énergie. Le 2 novembre 2022, le Conseil fédéral a décidé que ni la situation économique, ni l'inflation ne justifiaient une telle mesure en Suisse. Celle-ci se traduirait par des interventions incisives, recèlerait de potentiels problèmes d'application et aurait des conséquences indésirables.



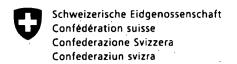
Question 22.7931 Michaud Gigon

Pourquoi des mesures de réduction de la consommation n'ont-elles pas encore été prévues?

Afin de limiter encore davantage les risques de pénurie cet hiver et sachant que la réduction de la consommation permet de détendre le marché du point de vue des prix comme de la sécurité de l'approvisionnement, le Conseil fédéral envisage-t-il de prendre des mesures contraignantes similaires aux articles 3 et 4 du règlement européen (UE) 2022/1854 du 6 octobre 2022? Si non, pourquoi ne l'envisage-t-il pas?

Réponse:

Le DETEC a déjà lancé l'Initiative économie d'énergie Hiver. Cette campagne doit déboucher sur des économies volontaires dans la consommation d'électricité et de gaz. De plus, le département a été chargé de procéder à une analyse et une évaluation des mesures que l'Union européenne a prises pour remédier à la crise énergétique. Il s'agit de déterminer si la Suisse doit mettre en place des mesures similaires. Les mesures évoquées dans la question en font partie, à savoir la réduction de la consommation totale d'électricité de 10%, ainsi que de 5% pendant les heures de pointe. Le Conseil fédéral se prononcera sur le sujet d'ici à la fin de l'année.



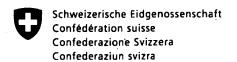
Question 22.7932 Michaud Gigon

Où en est le déploiement des compteurs intelligents en Suisse et de nouvelles exigences sont-elles prévues dans le but d'en faire usage en cas de délestage?

Le Conseil fédéral a-t-il des données précises sur l'état du déploiement des compteurs intelligents en Suisse? Si non, prévoit-il de se renseigner afin d'accélérer éventuellement ce déploiement dans le but de connaître la consommation suisse en temps réel? Sachant que ces appareils pourraient permettre des délestages plus fins en cas de pénurie, envisage-t-il de modifier les exigences techniques des compteurs intelligents afin que ceux-ci intègrent les fonctions permettant cela (disjoncteur)?

Réponse:

Le Conseil fédéral suit l'installation de compteurs intelligents, aussi appelés smart meters, grâce au monitoring de la Stratégie énergétique 2050. Sur les 5,1 millions d'unités de mesure que compte la Suisse, environ 26% ont été remplacées par des compteurs intelligents jusque fin 2021. L'objectif est de remplacer par des compteurs intelligents 80% des appareils de mesure auprès des consommateurs finaux et des producteurs d'ici fin 2027. Par ailleurs, l'intégration de disjoncteurs simples dans les compteurs intelligents est possible aujourd'hui déjà et ne requiert pas de réglementation supplémentaire.

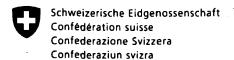


Frage 22.7939 Schläpfer Berechnung des CO2 Einsparungen früherer Jahre

Die Schweiz setzt seit 1920 auf Strom bei Bahn und Industrie. Dies im Gegensatz zu unseren Nachbarländern. In Deutschland fahren noch heute Dieselloks. Ausgestossenes CO2 bleibt in der Atmosphäre. Kann der Bundesrat Angaben machen, wieviel weniger CO2 die Schweiz pro Kopf in den letzten 100 Jahren dank der frühen Elektrifizierung ausgestossen hat im Vergleich zu Frankreich und Deutschland? Wie viele Jahre des heutigen CO2 Ausstosses könnte sich die Schweiz dafür gutschreiben lassen?

Antwort:

Im Rahmen der nationalen und internationalen Klimapolitik werden die Emissionen jedes einzelnen Staates jährlich festgestellt und den Emissionen eines Referenzjahres, in der Schweiz ist dies das Jahr 1990, gegenübergestellt. Im Rahmen der internationalen Klimapolitik gibt es keinen Mechanismus, welcher eine zeitliche oder regionale Übertragung von nationalstaatlichen (historischen) Emissionen und Emissionsverminderung zulässt. Für die Schweiz liegen zudem keine Szenarien vor, wie sich der CO2-Ausstoss im Bereich Schienenverkehr oder der Industrie in den letzten 100 Jahren entwickelt hätte, hätte in der Schweiz die Elektrifizierung später oder weniger umfassend Einzug gehalten. Der Bundesrat kann somit mangels Daten und Modellen keine Angaben machen, wieviel weniger CO2 die Schweiz pro Kopf im Vergleich zu Frankreich und Deutschland dank der frühen Elektrifizierung in den letzten 100 Jahren ausgestossen hätte.

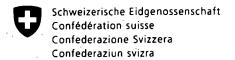


Question 22.7944 Mahaim Traité sur la charte de l'énergie (TCE) : que faut-il de plus pour en sortir ?

Le Conseil fédéral a annoncé le 9.11.2022 vouloir réaliser un état des lieux à propos du TCE pour savoir si la Suisse doit maintenir son adhésion ou s'en retirer. Quels sont les éléments d'appréciation supplémentaires qui manquent actuellement au Conseil fédéral pour proposer dès aujourd'hui déjà la sortie du TCE, à l'instar de ce que font ou sont en passe de faire de nombreux pays voisins ?

Réponse:

La nouvelle mouture du traité sur la charte de l'énergie (TCE) a été supprimée de l'ordre du jour à la demande de l'UE le 22 novembre 2022, parce que l'UE et ses États membres (hormis l'Italie, qui s'est retiré du TCE en 2016) ne parviennent pas à se mettre d'accord. Les pourparlers au sein de l'Union se poursuivent. À l'heure actuelle, il n'est pas possible de savoir si, et quand, la nouvelle version du traité pourra être adoptée. Le 9 novembre 2022, le Conseil fédéral a chargé le DETEC de lui présenter un état des lieux sur les questions suivantes: si la Suisse adopte la nouvelle mouture du TCE, devra-t-elle, à l'instar de l'UE et du Royaume-Uni, supprimer la protection accordée aux investissements dans les énergies fossiles et devra-t-elle, le cas échéant, se prononcer sur le maintien de son adhésion ou son retrait? À cette occasion, ce dernier point ainsi que le nouveau contexte seront également analysés si le TCE n'est pas remanié.



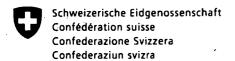
Question 22.7945 Mahaim

Gare de Lausanne : quels surcoûts engendrés par les retards?

Dans sa réponse du 14.9.22 à la question orale 22.7627, le DETEC avait annoncé que le calendrier des travaux de la gare de Lausanne pourrait âtre tenu. L'OFT a toutefois annoncé le 11.10.22 un report du démarrage des travaux en raison de problèmes techniques. Quels surcoûts sont engendrés spécifiquement par ces retards par rapport au planning initial ?

Réponse:

Il n'est à l'heure actuelle pas possible d'estimer les surcoûts engendrés par ces retards. Dans un premier temps, il s'agit de consolider le planning du traitement des charges et des modifications de projet sur la base duquel un nouveau planning de mise en œuvre sera défini. Ce processus durera encore plusieurs mois. C'est uniquement à la suite de ce processus qu'une estimation des surcoûts pourra être effectuée par les CFF.

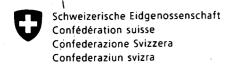


Question 22.7946 Mahaim Traité sur la charte de l'énergie (TCE) : la révision sera-t-elle bien soumise au référendum facultatif ?

En date du 9.11.2022, le Conseil fédéral a adopté la nouvelle mouture du TCE, en dépit des décisions dans de nombreux pays voisins (Espagne, France, Allemagne, Slovénie, etc.) de s'en retirer. Le traité révisé doit être soumis à l'Assemblée fédérale pour ratification. Le Conseil fédéral peut-il confirmer que cette ratification sera soumise au référendum facultatif an vertu de l'article 141 al. 1 lit. d ch. 3 de la Constitution fédérale?

Réponse :

La nouvelle mouture du traité sur la charte de l'énergie (TCE) a été supprimée de l'ordre du jour à la demande de l'UE le 22 novembre 2022, parce que l'UE et ses États membres (hormis l'Italie, qui s'est retiré du TCE en 2016) ne parviennent pas à se mettre d'accord. Les pourparlers au sein de l'Union se poursuivent. À l'heure actuelle, il n'est pas possible de savoir si, et quand, la nouvelle version du traité pourra être adoptée. Le 9 novembre 2022, le Conseil fédéral a chargé le DETEC de lui présenter un état des lieux sur les questions suivantes: si la Suisse adopte la nouvelle mouture du TCE, devra-t-elle, à l'instar de l'UE et du Royaume-Uni, supprimer la protection accordée aux investissements dans les énergies fossiles et devra-t-elle, le cas échéant, se prononcer sur le maintien de son adhésion ou son retrait? Le nouveau contexte sera également analysé à cette occasion. La question du référendum ne se posera qu'en cas de ratification.



Frage 22.7947 Suter

Wie und durch wen wird überprüft, ob nach den EU-Normen gebaute Fahrzeuge des öffentlichen Verkehrs das Recht auf Autonomie von Menschen mit Behinderungen gewährleisten?

In seiner Antwort auf die Interpellation 22.3738 hält der Bundesrat fest, dass das schweizerische Verbandsbeschwerderecht nicht auf Fahrzeugzulassungen der Europäischen Eisenbahnagentur Anwendung findet. Trotzdem sei im Ergebnis ein gleichwertiger Rechtsschutz sichergestellt. Wie und durch wen wird überprüft, ob nach den EU-Normen gebaute Fahrzeuge des öffentlichen Verkehrs das Recht auf Autonomie von Menschen mit Behinderungen (Art. 8 Abs. 2 BV) gewährleisten (vgl. BGer 2C_26/2019, E. 13.3)?

Frage 22.7951 Suter

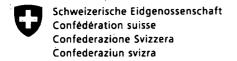
Wie wird sichergestellt, dass von der Schweiz übernommene EU-Normen im Bereich des öffentlichen Verkehrs das Recht auf Autonomie von Menschen mit Behinderungen gewährleisten?

In seiner Antwort auf die Interpellation 22.3738 hält der Bundesrat fest, dass die Ansprüche des Behindertengleichstellungsgesetzes auf die möglichst autonome Benutzung des öffentlichen Verkehrs durch die Übernahme der EU-Bahnpakete nicht beeinträchtigt werde. Wie wird sichergestellt, dass von der Schweiz übernommene EU-Normen im Bereich des öffentlichen Verkehrs das Recht auf Autonomie von Menschen mit Behinderungen (Art. 8 Abs. 2 BV) gewährleisten (vgl. BGer 2C_26/2019, E. 10.3.2)?

Antwort:

Bei der Übernahme von Bahnpaketen wird die Kompatibilität mit den übrigen geltenden Vorschriften sichergestellt, so auch im Bereich der autonomen Benutzung. Wo dies mit einer «eins-zu-eins-Übernahme» nicht möglich ist, behält sich die Schweiz Ausnahmen vor. Sie notifiziert bei der EU nationale technische Vorschriften (NNTV) in Ergänzung oder Abweichung zu den europäisch harmonisierten technischen Spezifikationen der Interoperabilität (TSI). Das Bundesamt für Verkehr wendet bei der Notifizierung das geltende Recht an und beachtet überdies die einschlägigen Gerichtsentscheide. Die TSI und NNTV bilden die Prüfungsgrundlage in den Zulassungsverfahren des interoperablen Bereichs des Eisenbahnsystems. Fahrzeuge mit einer Zulassung der Europäischen Eisenbahnagentur (ERA), welche auch in der Schweiz verkehren sollen, müssen nebst den europäischen Vorschriften (TSI) auch die notifizierten nationalen technischen Vorschriften (NNTV) der Schweiz

erfüllen. Der Nachweis muss durch den Gesuchsteller entweder im Verfahren der Fahrzeugzulassung der ERA für den Einsatz in Europa inkl. Schweiz erbracht werden oder nachträglich bei bestehender ERA-Zulassung und Erweiterung des Einsatzgebietes für die Schweiz. Die ERA bindet bei der Fahrzeugzulassung die nationalen Sicherheitsbehörden der Länder ein. Diese prüfen im Rahmen des Verfahrens die Einhaltung ihrer NNTV. Für den Fall einer Fahrzeugzulassung für die Schweiz prüft das Bundesamt für Verkehr die Einhaltung der Schweizer NNTV.



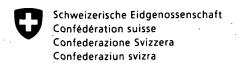
Frage 22.7949 Suter

Reservekraftwerk Birr: Was unternimmt der Bundesrat, damit dieses möglichst mit grünem Wasserstoff betrieben werden kann?

In seiner Antwort auf die Interpellation 22.4224 hält der Bundesrat fest, dass die Turbinen mit einem Brennstoff betrieben werden können, der bis zu 70% Wasserstoff enthält, ein solcher Brennstoff aber nicht während der gesamten Vertragslaufzeit in ausreichender Menge zur Verfügung stehen werde. Welche Anstrengungen hat der Bundesrat bereits unternommen und was plant der Bundesrat, um solche Brennstoffe zu beschaffen, sodass das Notkraftwerk möglichst mit Wasserstoff betrieben werden kann?

Antwort:

Der Bundesrat hält es derzeit für nicht realistisch, das für den Zeitraum von 2023 bis 2026 befristete Reservekraftwerk in Birr in erster Linie mit Wasserstoff zu betreiben. Gründe hierfür sind logistische Herausforderungen, die in Kürze nicht lösbar sind. Zudem steht der wenige zur Verfügung stehende Wasserstoff in Konkurrenz zur Verwendung als Brennstoff in LKWs – in der Gesamtbilanz muss also abgewogen werden, für was der zur Verfügung stehende Wasserstoff eingesetzt werden soll. Das Reservekraftwerk nimmt aber am Emissionshandelssystem teil. Für die freigesetzten CO₂-Emissionen müssen entsprechend Emissionsrechte abgegeben werden.



Frage 22.7836 Zuberbühler

Das Parlament will den Einkaufstourismus eindämmen! Wann beabsichtigt der Bundesrat, endlich die Benachteiligung des Schweizer Detailhandels bei der Mehrwertsteuer zu beenden?

Weil-der "grassierende Einkaufstourismus» zu einem Verlust von Arbeitsplätzen und Einbussen im Detailhandel führt, haben sowohl der National- als auch der Ständerat Standesinitiativen der Kantone St. Gallen (18.300) und Thurgau (18.316) sowie einer Motion der FK-N (19.3975) zugestimmt. Alle Vorstösse wollen den Einkaufstourismus weniger attraktiv machen. Im Vordergrund steht die Senkung der MWST-Freigrenze.

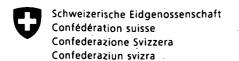
Bis wann unterbreitet der Bundesrat dem Parlament endlich die entsprechende Botschaft?

Antwort

Der Bundesrat ist für die Umsetzung der Motion der FK-N (19.3975) zuständig, die Kommissionen für Wirtschaft und Abgaben für diejenige der Standesinitiativen. Diese hat dem Bundesrat Vorrang zur Ausarbeitung der Vorlage gegeben.

Das zuständige Bundesamt für Zoll und Grenzsicherheit arbeitet derzeit an der Umsetzungsstrategie. Eine Senkung der Wertfreigrenze muss neben einer Anpassung der Rechtsgrundlagen durch lenkende Massnahmen begleitet werden, um die Zunahme der geringfügigen Verzollungen im Reiseverkehr zu bewältigen. Die künftige Lösung muss an der Grenze effizient umgesetzt werden können und sich auch in das laufende Transformations- und Digitalisierungsprogramm DaziT einfügen. Zudem bestehen auch Abhängigkeiten zur laufenden Revision des Zollrechts.

Die entsprechenden rechtlichen Anpassungen werden erfolgen, sobald alle diese Elemente berücksichtigt werden können.



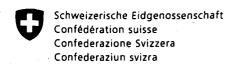
Frage 22.7874 Schlatter

Frontex I: Bericht der EU-Antibetrugsbehörde OLAF

Im Oktober hat das EU-Parlament der Grenzschutzagentur Frontex die Haushaltsentlastung verweigert. Grund ist das öffentlich werden des Berichts der Antibetrugsbehörde OLAF, der belegt, dass Frontex Pushbacks systematisch vertuscht und teilweise auch mitfinanziert hat. Welche Auswirkung hat die Nichtentlastung auf den Schweizer Beitrag an Frontex?

Antwort

Die noch nicht erteilte Entlastung für das Budget von 2020 hat keine Auswirkungen auf den Schweizer Beitrag. Die Beitragszahlungen der Schweiz an die Agentur sind ein Bestandteil der Schengen-Verpflichtungen der Schweiz.



Frage 22.7875 Schlatter

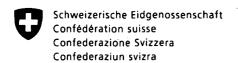
Frontex II: Bericht der EU-Antibetrugsbehörde OLAF

Der jüngst an die Öffentlichkeit gelangte Frontex-Bericht der EU-Antibetrugsbehörde OLAF von Februar 2022 belegt systematische Menschenrechtsverletzungen, Mitfinanzierungen von Menschenrechtsverletzungen und das Unterwandern der internen Grundrechtsabteilung durch Frontex. Hatte der Bundesrat vor der Referendumsabstimmung im Mai 2022 Kenntnis über den Inhalt des Berichts?

Antwort

Die OLAF-Untersuchung umfasste die Prüfung der Verantwortlichkeiten von drei Mitgliedern des Frontex-Managements im Umgang mit Vorwürfen zu allfälligen Pushbacks von den national vor Ort zuständigen Grenzkontrollbehörden im Rahmen von Frontex-Unterstützungseinsätzen. Entgegen den Aussagen der Fragestellerin belegt die OLAF-Untersuchung daher keine Feststellungen von Menschenrechtsverletzungen durch Frontex.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates hatten die Möglichkeit, den klassifizierten Bericht persönlich vor Ort einzusehen. Die Schweiz hat davon im März 2022 Gebrauch gemacht und in der Folge die für Frontex und Schengen zuständigen Bundesräte vertraulich über den Inhalt informiert.

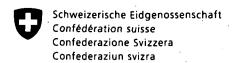


Frage 22.7879 Aeschi Thomas Ist die Fortführung des Krieges in der Ukraine für den Bundesrat weiterhin eine «aussergewöhnliche Entwicklung» nach Art. 15 Abs. 1 lit. a FHG?

Nach Art. 15 FHG kann «die Bundesversammlung bei der Verabschiedung des Voranschlags oder seiner Nachträge den Höchstbetrag nach Art. 126 Abs. 2 der BV erhöhen im Falle von: a. aussergewöhnlichen und vom Bund nicht steuerbaren Entwicklungen». Die zwei Voraussetzungen nach Art. 15 Abs. 1 lit. a FHG sind kumulativ erforderlich. Wieso stuft der BR 9 Monate nach Kriegsbeginn in der Ukraine die Kostenfolgen für die Aufnahme von Kriegsvertriebenen noch immer als «aussergewöhnliche Entwicklung» ein?

Antwort

Der Krieg in der Ukraine ist tatsächlich eine aussergewöhnliche und für den Bund nicht steuerbare Entwicklung. Das allein ist indessen noch keine ausreichende Begründung, um ausserordentliche Ausgaben nach Artikel 15 des Finanzhaushaltgesetzes zu beantragen. Dazu kommt der Umfang der Auswirkungen auf den Bundeshaushalt. Die grosse Zahl von ukrainischen Schutzsuchenden, die in die Schweiz gekommen sind, verursachen hohe Kosten, die deutlich über der Schwelle von 0,5 Prozent des Ausgabenplafonds liegen und vom Bund kaum beeinflusst werden können. Die Ausnahmebestimmung der Schuldenbremse gibt dem Bund zusätzlichen Spielraum, die Ausserordentlichkeit kann jedoch nur temporär in Anspruch genommen werden. Sollten die Schutzsuchenden länger in der Schweiz bleiben, so werden die entsprechenden Kosten über den ordentlichen Haushalt gedeckt werden müssen.



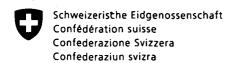
Frage 22.7880 Aeschi Thomas

Selbsttäuschung des Bundesrates: Wann ist der Bundesrat bereit der Realität ins Auge zu blicken, dass die SNB bei einem kumulierten Verlust von Januar bis September 2022 in der Höhe von 142,4 Milliarden Franken im Jahr 2023 kein Geld an den Bund wird ausschütten können?

Die SNB hat für die Periode von Januar bis September 2022 einen Verlust von 142,4 Milliarden Franken ausgewiesen. Zahlreiche Kantone haben entsprechend ihre Voranschläge angepasst und die SNB-Gewinnausschüttung aus ihren Budgets gestrichen. Wieso geht der Bundesrat im Voranschlag 2023 trotzdem davon aus, als sei im Jahr 2023 eine SNB-Gewinnausschüttung über 666,7 Millionen Franken zu erwarten auch wenn dies faktisch ausgeschlossen ist?

Antwort

Der Bundesrat hat die Zahlen zum Voranschlag 2023 Anfang Juli festgelegt. Es ist zwar wahrscheinlich, dass die Gewinnausschüttung der Schweizerischen Nationalbank im nächsten Jahr ausfällt, ganz ausgeschlossen ist eine Gewinnausschüttung aber nicht. Weil die Bilanz der SNB sehr gross ist, können kleine preisliche Veränderungen grosse Bewertungsänderungen zur Folge haben. Die für 2023 budgetierte Gewinnausschüttung soll auch nicht angepasst werden, weil sämtliche Schätzungen im Budget – bei Einnahmen und Ausgaben – denselben Zahlenstand haben. Eine isolierte Schätzkorrektur würde zu einem inkonsistenten Budget führen und die Stabilität des Budgetprozesses gefährden. Das lehnt der Bundesrat ab.



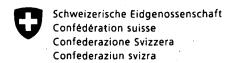
Ora delle domande del 5 dicembre 2022

Domanda 22.7885 Romano Pressione migratoria al confine sud: situazione e misure

Nelle ultime settimane è aumentato massicciamente il numero di migranti che entrano in Svizzera dal confine sud, in primis da Chiasso. L'Ufficio della dogana e della sicurezza dei confini prevede un potenziamento dei controlli e un sostegno locale? Dato che solo una minima parte delle persone chiede asilo, mentre la netta maggioranza afferma di "voler solo attraversare la Svizzera", l'approccio è coordinato con i cantoni per combattere i soggiorni illegali e le attività dei passatori?

Risposta

Das Bundesamt für Zoll und Grenzsicherheit beobachtet die Lage, um frühzeitig auf Lageveränderungen reagieren zu können. Es kontrolliert risikobasiert, wobei auch Erfahrungswerte eine wichtige Rolle spielen. Die Kontrolltätigkeit wird der jeweiligen Lage angepasst. So wird derzeit aufgrund der erhöhten Migrationszahlen beispielsweise gerade im Süden im grenzüberschreitenden Bahnverkehr mehr Personal eingesetzt. Die Zusammenarbeit und Koordination mit den kantonalen Behörden bei der Bekämpfung der illegalen Migration ist gut etabliert. Das BAZG steht im täglichen Austausch mit seinen nationalen und internationalen Partnerbehörden.

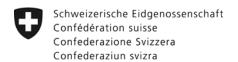


Frage 22.7923 Friedli Esther Mangelnde Zahlungsmoral bei der öffentlichen Hand?

Gemäss European Payment Report 2022, Länderbericht Schweiz hat die öffentliche Hand-die längste-Zahlungsfrist. Sie liegt durchschnittlich bei 59 Tagen. Der Bund hat in seinen Weisungen eine Zahlungsfrist von 30 Tagen. Für KMU's können verspätet eintreffende Zahlungen zu Liquiditätsengpässen führen, da z.B. Löhne, aber auch Steuern fristgerecht bezahlt werden müssen. Wie erklärt sich der Bundesrat die lange Zahlungsfrist der öffentlichen Hand? Sieht der Bundesrat hier Handlungsbedarf?

Antwort

Um in der Corona-Krise allfällige Liquiditätsengpässe bei seinen Lieferanten zu vermeiden, hat der Bund in den Jahren 2020 und 2021 seine Rechnungen möglichst früh nach Rechnungseingang bezahlt. Seit dem 1. Januar 2022 sind die Verwaltungseinheiten wieder angehalten, die ordentlichen Zahlungsfristen einzuhalten (i.d.R. 10 oder 30 Tage, im Baubereich teilweise 60 Tage). Die Abwicklung der Lieferantenrechnungen der zivilen Bundesverwaltung (ohne VBS) erfolgt durch das Dienstleistungszentrum der Eidg. Finanzverwaltung rein digital und papierlos. Im vergangenen Jahr wurden ca. 450 Tausend Rechnungen verarbeitet. Lediglich 3,6 Prozent der Rechnungen konnten nicht innerhalb der Zahlungsfrist bezahlt werden. In der überwiegenden Mehrheit der Fälle kommt der Bund seinen Zahlungsverpflichtungen jedoch innerhalb der vereinbarten Fristen nach. Der Bundesrat erkennt keinen Handlungsbedarf.



Question 22.7915 Page Combien va coûter l'appel du MPC de l'acquittement de MM Blatter et Platini?

En juillet 2022, le Tribunal pénal fédéral a acquitté MM Sepp Blatter et Michel Platini des accusations d'escroquerie et de faux dans les titres, dans le dossier d'un paiement de 2,2 mio de francs en faveur de M. Platini au détriment de la FIFA. Le 20 octobre, le MPC a fait appel de cet acquittement auprès de la Cour d'appel du TPF.

Ces actions en justice, qu'il ne nous appartient pas de commenter, vont engendrer des coûts pour le MPC.

Le Conseil fédéral peut-il nous en indiquer le montant?

Réponse

Wie es sich mit den Kosten für Verfahren verhält, ist grundsätzlich nicht voraussehbar. Diese sind massgeblich vom Verhalten der betroffenen Parteien und schliesslich vom Urteil selber abhängig. In der Regel bedürfen Berufungsverfahren jedoch keiner zusätzlichen Ermittlungshandlungen, womit sie im Vergleich zum erstinstanzlichen Verfahren kostengünstiger ausfallen. Die Bundesanwaltschaft ist einzig dem Recht und mithin dem Gesetz verpflichtet. Der Entscheid über den Weiterzug eines Urteils muss auf Grund von juristisch sachlichen Gründen erfolgen. Dies ist auch im angesprochenen Fall des Freispruchs, welchen das Gericht "in dubio pro reo" begründet hat, geschehen.